

lutte **ouvrière**

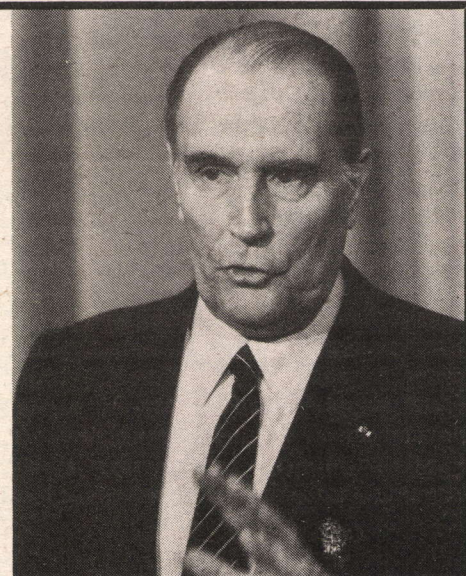
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 827 - 7 avril 1984 - prix : 6 F

Grande-Bretagne
Belgique :

Travailleurs
en lutte
contre
l'austérité

P. 4,5

Mitterrand est dans
le camp du capital



la cause
des sidérurgistes
est celle de tous
les travailleurs



sommaire

Dans le monde

Page 4 :

- USA : la reprise des profits pour les trusts ne constitue pas une garantie pour les travailleurs.
- Belgique : la grève générale : alibi de la FGTB.

Page 5 :

- Grande-Bretagne : dérobades des dirigeants syndicaux et mobilisation des mineurs.

Page 20 :

- Gabon : quand Bongo en fait une affaire.
- Mauroy : VRP de l'impérialisme français.
- Guinée : coup d'Etat : la population n'a rien à attendre de ses nouveaux maîtres.

En France

Page 6 :

- Les chômeurs moins indemnisés.

Page 8 :

- Krasucki et la sidérurgie : « un peu indigné ».

Page 9 :

- Lorraine : les réactions aux Aciéries de Pompey...
- ... et à Neuves-Maisons.

Pages 10 et 11 :

- Sidérurgie : colère ouvrière contre les licenciements.

Pages 12 et 13 :

- Dans les entreprises : Crédit Lyonnais ; DBA (Beauvais) ; Chantiers navals de Dunkerque ; Usir r-Dunkerque.
- Non à la dissolution de la section CGT de l'Hôpital-Sud à Bordeaux.

Page 14 :

- AZF (ex-APC) Toulouse : on restructure sur le dos des ouvriers.

Page 15 :

- Peugeot-Sochaux ; Aubry (Saint-Florent-sur-Cher).

Culture

Page 16 :

- Il y a 150 ans, le 9 avril 1834, la révolte des canuts lyonnais.

Pages 17 et 18 :

- Livres : *La course aux étoiles*, de James Michener ; *Nottinghamshire*, d'Allan Sillitoe ; *Les avenues de la République*, souvenirs de Raspail, d'Y. Lemoine et P. Lenoël ; *Le volcan*, de Chow Siao-Ling.

Page 19 :

- Livre : *la revanche de Guillaume Ismaël Dzewatama*, de Mongo Beti.
- Film : *Meurtre dans un jardin anglais*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Les accusés de Landau condamnés

Nous recevons du « Collectif de solidarité avec les trois soldats de Landau » le communiqué suivant, que nous publions en exprimant toute la solidarité de Lutte Ouvrière.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Ils ont osé. Les magistrats du tribunal militaire de Landau, en condamnant Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent Fritz à un an de prison avec sursis, viennent de rendre un verdict inique qui constitue une nouvelle et très grave atteinte aux libertés.

Il était reproché à ces deux soldats, la rédaction d'un bulletin de comité de soldats et leur prise de position en faveur d'une pétition pour le retrait des troupes étrangères d'Allemagne, pétition signée à ce jour par 800 soldats des garnisons françaises d'Allemagne.

Ce jugement scandaleux signifie que le gouvernement et les juges du TMA ont voulu frapper un grand coup pour bâillonner les soldats qui se prononcent pour la paix et les libertés.

Pour ce faire, ils n'ont pas hésité à créer un précé-

dent juridique exceptionnellement grave sur le plan des libertés, puisque ces deux soldats ne sont lourdement condamnés que pour leurs seuls écrits.

Ils n'ont pas hésité à prononcer la sentence la plus lourde prise à l'encontre de soldats pour des motifs politiques depuis quatorze ans. En effet, depuis le procès de Rennes en 1970, jamais des soldats du contingent n'avaient été pareillement condamnés, ni après la manifestation de Draguignan, ni après l'affaire de la Cour de sûreté de l'Etat en 1975-1976. Ce jugement marque donc une régression dans le domaine des libertés, trois ans après l'arrivée de la gauche au gouvernement.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Collectif de solidarité avec les 3 de Landau n'entend pas laisser sans riposte ce déni de justice. Avec Olivier et Laurent, en accord avec leurs avocats,

il poursuivra la campagne de solidarité pour obtenir la condamnation par l'opinion française et internationale de ceux qui agissent avec un tel mépris pour les libertés.

Collectif de solidarité avec les 3 soldats de Landau C/O M. Millaud, 50 bd J. Jaurès 92110 Clichy La Garenne. Soutien financier à F. Castaing.

Le Figaro, abonné Pinochet

Le dictateur chilien Pinochet a demandé vendredi 30 mars le rappel d'Yvonne Le Grand, vice-consul de France au Chili, qu'il accuse d'avoir aidé des opposants à sortir du pays. La demande intervient après la parution d'un article du *Figaro-Magazine* du 24 mars qui la mettait en cause comme sympathisante du MIR (mouvement de la gauche révolutionnaire), organisation bien entendu interdite.

Pinochet se fonde ainsi sur les « révélations » du *Figaro* qui voit dans les fonctionnaires du Quai d'Orsay des agents de la subversion internationale. Qu'un diplomate vienne en aide à des prisonniers et à leurs familles, c'est plus qu'ils n'en peuvent supporter l'un comme l'autre.

Une communauté de pensée qui en dit long !

COMMUNIQUE

Censure à FR3

Nous avons reçu le communiqué suivant de la CGL (Confédération Générale du Logement) :

« Une émission de l'UROC (Union régionale des organisations de consommateurs), préparée par la Confédération Générale du Logement, a été censurée le 19 mars à 19 h 30 par la direction de l'information de FR3.

Que s'est-il passé ? L'émission (diffusée pour la première fois le vendredi 16 mars) avait pour but de lancer une opération « logements vides ».

Devant l'ampleur de la crise économique, le nombre de sans-logis et de mal-logés devient de plus en plus important. Dans ces conditions, la CGL veut lutter contre ce système absurde qui permet que des logements restent vides pendant plusieurs années (plus de 120 000 actuellement en région parisienne), alors que les besoins sont de plus en plus criants, et alors qu'il existe une loi qui permet aux préfets de réquisitionner les logements vides.

Pour FR3, il n'a pas été question de laisser parler une seconde fois les repré-

sentants de l'UROC qui appelaient à signaler tous les logements vides. Car pour les responsables de FR3, dénoncer le scandale de logements inhabités serait de la « délation ».

Malgré la censure, la CGL poursuit son opération « logements vides » et lance un appel pour que toute personne qui a connaissance de logements vides écrive à :

CGL « OPERATION LOGEMENTS VIDES »
45, rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris

Communiqué d'un représentant de la CGL ».

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Mitterrand est dans le camp du capital La cause des sidérurgistes est celle de tous les travailleurs

MITTERRAND a confirmé son plan acier. Il y aura 21 000, 25 000, 27 000 sidérurgistes à la rue, il n'en sait même pas le nombre ! Mais une chose est sûre : lui, Mitterrand, est bien décidé à ne pas céder.

Il a bien fait des concessions aux médecins, aux directeurs d'agences de voyage, aux routiers, aux curés quand ils sont descendus dans la rue. Mais aux travailleurs, pas question.

« *Vendu au capital* », criaient des travailleurs lorrains dans les rues de Metz, la rage au ventre. Eh bien oui, vendu au capital, Mitterrand l'est. Et depuis longtemps. Pour les industriels, les banquiers, il ouvre toutes grandes les caisses de l'Etat, celles qu'il remplit avec l'argent public. Pour les travailleurs, il y a le chômage, les plans d'austérité et les grenades des CRS. Aujourd'hui c'est la sidérurgie lorraine qui est frappée. Demain ce seront d'autres régions, d'autres branches.

Mitterrand est là pour imposer à la classe ouvrière sacrifices sur sacrifices autant qu'elle peut en endurer, jusqu'à ce qu'elle se révolte.

Alors des travailleurs de Lorraine ont commencé à se révolter. Ils ne veulent plus comprendre. Ils ne veulent plus croire aux belles paroles, aux promesses. Ils démolissent les commissariats, les perceptions, ils brûlent les chaâteaux qui symbolisent le pouvoir des riches.

Eh bien c'est eux qui ont raison !

Oui, eux, et pas les dirigeants des organisations syndicales qui critiquent, chacune à sa façon, le gouvernement, mais qui sont finalement toutes d'accord pour que la protestation soit sage et qu'elle ne fasse pas de mal au gouvernement.

Oui, ce sont eux, les sidérurgistes, qui ont raison de crier « *Mitterrand trahison !* », et pas Marchais qui fait

comme si ce gouvernement protégeait les travailleurs de quelque chose, comme s'il avait encore quelque chose à voir avec leurs intérêts.

L'indifférence de Mitterrand aux manifestations des sidérurgistes l'a montré : des mouvements de colère en Lorraine ne suffiront pas pour l'obliger à reculer. C'est aux travailleurs des autres régions, des autres branches, de venir à la rescousse. Et pas seulement pour venir en aide aux travailleurs de Lorraine, mais pour se protéger eux-mêmes. Car demain le sort actuel de la Lorraine sera celui de tout le pays : c'est dans toute l'industrie, de l'automobile en passant par l'électronique — eh oui, dans l'électronique aussi —, que des licenciements se préparent. C'est aussi dans les services, dans l'administration, dans les PTT, les hôpitaux, qu'on va compresser le personnel, pour faire des économies sur le dos des travailleurs.

Alors le 13 avril ceux de Lorraine veulent à nouveau organiser une journée qui marque, une journée de lutte. Ils ont prévu de venir manifester à Paris. Eh bien il y aura là pour tous les travailleurs, tous les ouvriers, tous les employés, tous les travailleurs de la Fonction publique, une occasion de montrer qu'ils se sentent eux aussi concernés. A Paris, mais aussi, si possible, dans les autres villes.

Mais en premier lieu bien sûr, il serait bon que les travailleurs de la région parisienne viennent accueillir les sidérurgistes en cessant le travail. Oui, il faudrait que les travailleurs soient nombreux avec eux dans la rue. Solidaires contre les patrons. Solidaires contre le gouvernement.

On ne peut pas compter sur les directions des syndicats pour préparer cela !

Alors c'est aux travailleurs du rang et à tous les militants syndicaux qui eux ne se sentent pas liés au gouvernement comme leurs dirigeants, d'en prendre l'initiative.

Arlette LAGUILLER

Les godillots s'accrochent

Les sidérurgistes en colère ne l'ont pas envoyé dire. En dévastant le siège du Parti Socialiste de Longwy, ils ont montré ce qu'ils pensent de la politique de ce parti qui, après s'être fait élire par les travailleurs, approuve comme un seul homme leur mise à la porte.

Alors les élus socialistes se sentent mal à l'aise. Quatre d'entre eux — trois députés et un sénateur de la Moselle — ont voulu le montrer en démissionnant.

Oh, pas en démissionnant de leur siège de député ou de sénateur. Non. En démissionnant... du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et du Sénat ! Ils iront siéger parmi les non-inscrits « tant que la

Moselle n'aura pas reçu des signes concrets de son avenir ». Leur honnêteté ne va tout de même pas jusqu'à dire : je vous ai trompés, je remets mon mandat.

Quant à leurs collègues, ils restent et jouent les héros. Jean-Paul Durieux, le député de Longwy qui a vu sa permanence dévastée, n'a pas démissionné du groupe socialiste. Il a expliqué au cours d'une réunion de celui-ci : « *Nous sommes tous dans le même panier, les conditions de combat et de vie des députés lorrains sont les mêmes que celles que connaissent d'autres députés dans d'autres régions en difficulté* »...

Mais quel « combat » ? Le « combat » pour rester chevill-

lés à leurs fauteuils de godillots de Mitterrand malgré la colère qu'ils affrontent dans leurs régions ?

Eh oui, ces gens-là sont persuadés d'avoir du « courage », le même « courage » qu'une partie de la presse nationale et internationale reconnaît à Mitterrand et son gouvernement pour prendre des mesures aussi impopulaires que le « plan acier ». Et s'ils parlent d'un combat et pleurent sur le sort de quelqu'un, ce n'est pas des travailleurs qu'il s'agit mais d'eux-mêmes et de leur petit fauteuil.

Et ils voudraient que les travailleurs ne viennent pas leur botter le c... dans leurs permanences ?

**VENDREDI 13 AVRIL
à 20 h 30**

**réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY**

**1929-1939 :
LA MARCHE
A LA GUERRE**

**Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité**

USA

La reprise des profits pour les trusts ne constitue pas une garantie pour les travailleurs

Si l'on en croit les chiffres rendus publics ces jours-ci, l'année 1983 aura été particulièrement bonne pour les grandes sociétés américaines puisque leurs profits ont augmenté de 15 % par rapport à 1982.

Ces chiffres sont incontestablement révélateurs d'une reprise... des profits pour les capitalistes américains, encore que ceux-ci n'aient jamais été à plaindre, loin s'en faut.

Mais de façon tout aussi incontestable, c'est la classe ouvrière américaine qui a payé sur son niveau de vie une bonne part de cette reprise. Car si le niveau du chômage est redescendu à 8,7 % de la population active en décembre 1983, on est encore loin du niveau de 6 % de 1979. En fait, il semble bien que des millions d'emplois aient définitivement disparu, et que, pour l'instant, ils ne sont remplacés qu'au compte-gouttes par de nouveaux emplois.

Quant à ceux des travailleurs américains qui ont un emploi, ils ont perdu au cours des deux années écoulées une partie des avantages que le patronat avait dû leur concéder dans la période précédente, en particulier dans le domaine des prestations sociales, quand ils n'ont pas subi une baisse pure et simple de leur salaire.

Et au cours de l'année 1983, les choses n'ont fait qu'empirer puisque la hausse nominale des salaires a été la plus faible enregistrée depuis quinze ans, et de beaucoup inférieure à la hausse des prix.

L'exemple des trusts de l'automobile est à cet égard particulièrement édifiant. Leurs performances comptent parmi les plus spectaculaires de l'industrie américaine: General Motors enregistre une hausse de ses profits de 288 %, tandis que Ford annonce un profit net de 1,8 milliard de dollars, le résultat le plus élevé qu'ait jamais atteint ce trust dans son histoire.

Mais, justement, si l'on prend l'exemple de Ford, ce relèvement particulièrement spectaculaire ne sera pas d'un grand bénéfice pour les ouvriers de l'automobile

américains. En effet, si l'on en croit la revue financière *Fortune*, cette performance est due d'un côté aux économies réalisées par le trust, qui se montent à 4 milliards de dollars, économies réalisées essentiellement en fermant 7 usines et en licenciant 60 000 ouvriers, soit un tiers de ses effectifs; et d'un autre côté grâce à une diminution des coûts de production, obtenue sans doute en partie par la modernisation des installations, mais aussi par des économies réalisées sur les salaires de ceux qui restent et par une augmentation des cadences. Aujourd'hui, moyennant tout cela, il suffit au trust de vendre 2,4 millions de véhicules dans l'année pour réaliser des profits, soit 40 % de moins qu'en 1979.

En d'autres termes, Ford est en position de réaliser autant de profits qu'avant 1979, sinon plus, en produisant beaucoup moins. Autant dire qu'il n'est pas question d'embaucher, ni de permettre à ses ouvriers de retrouver le niveau de vie qu'ils avaient auparavant.

Mais en plus, il n'est même pas sûr que cette fameuse reprise soit une garantie pour les ouvriers américains, que les trusts ne vont pas essayer de leur extorquer de nouvelles concessions, ni même que les licenciements vont s'arrêter.

L'exemple des deux principaux trusts de l'automobile démontre en fait le contraire (voir ci-contre). Et leur cas n'a rien de particulier puisque le trust ATT, qui a pourtant dépassé toutes les sociétés américaines sur le plan des profits réalisés en 1983, continue d'annoncer des fermetures d'usine sur la côte est des Etats-Unis.

Alors, reprise pour les trusts, sans doute, mais quant à la classe ouvrière américaine, la seule reprise sur laquelle elle peut fonder des espoirs, c'est celle de ses propres luttes.

François ROULEAU



A propos de la prochaine renégociation des accords salariaux dans l'automobile américaine, l'organe trotskyste américain « SPARK » écrit dans son numéro 252 :

« La semaine dernière, la direction de l'UAW ((Syndicat de l'Automobile - NDLR) a organisé une réunion dans Cobbo Hall à Detroit pour discuter des négociations qui doivent avoir lieu bientôt pour le prochain contrat salarial à General Motors.

General Motors aussi bien que Ford ont indiqué clairement dans leurs actions comme dans leurs déclarations qu'ils attendaient des concessions supplémentaires de la part des travailleurs. GM se propose de licencier 80 000 travailleurs en plus, et il veut réduire au minimum la paie et les avantages so-

ciaux des ouvriers. Quant à Ford, il a montré ses intentions ces dernières semaines lorsqu'il a lancé ses bons de « participation aux bénéfices » dont le montant représentait moins d'une semaine de travail dans la plupart des cas.

Les « concessions » que les ouvriers ont faites aux trusts automobiles — diminution de salaires, réduction des avantages sociaux et, pire que tout, les licenciements avec l'accélération des cadences qui en a résulté — n'ont pas été des mesures temporaires prises par les trusts simplement pour pallier

des difficultés financières passagères. A partir des premières concessions obtenues par Chrysler, les patrons ont choisi de diminuer délibérément le niveau de vie des travailleurs pour protéger leurs profits. Au cours des négociations qui se sont déroulées pendant la seule année 1982, ils ont repris plus de 3 milliards de dollars aux travailleurs. Et cela n'inclut que le montant de ce qui est chiffirable, sans tenir compte de ce qu'ils ont récupéré sur le dos des ouvriers par le biais de l'accélération des cadences et de l'aggravation des conditions de travail. »

BELGIQUE

La grève générale : alibi de la FGTB

La journée de grève générale lancée en Belgique par la seule FGTB (Fédération Générale des Travailleurs Belges, liée aux socialistes) ce mardi 3 avril pour répondre aux dernières mesures d'austérité concoctées par le gouvernement Martens a été relativement suivie même si — mais qui s'en étonnerait — la FEB (Fédération des Entreprises Belges, organisme patronal) a pu faire remarquer que, selon elle, la grève n'a eu que des effets limités sur l'activité économique du pays.

La Wallonie a été quasiment paralysée car si la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens), dont la direction soutient ouvertement le gouvernement, a refusé de s'associer officiellement à la FGTB, au moins dans cette partie du pays, les dissensions en son sein ont été telles qu'on a préféré laisser les militants de la base qui le désiraient accompagner les initiatives de la centrale socialiste.

Moins suivie en Flandre, la grève a pourtant connu des noyaux durs comme dans les charbonnages du Limbourg, à Bruges, où d'importants piquets de grève stationnaient devant les entrées de la Bruggoise et Nivelles, ou à Gand, où un cortège qui sillonnait la ville crevait les pneus des bus qu'il

pouvait rencontrer. La presse belge rapporte, pour la Flandre, un pourcentage de grévistes allant de 5 à 30 %.

Il reste que c'est dans le secteur public, notamment les transports, et dans celui de l'enseignement que le mouvement a été le plus suivi. Mais, ça et là, des employés ou des ouvriers au travail, comme ces membres des services municipaux de la voirie à Liège, pratiquement tous non-grévistes, expliquaient leurs réticences à suivre le mot d'ordre de la FGTB, non par soutien au gouvernement Martens mais par défiance envers la direction de la centrale socialiste qui les a lâchés dans leur grève de septembre dernier. Même chose à Charleroi où, paraît-il, 80 % du personnel de la Société Nationale des Chemins de fer belges, pourtant à la pointe des grandes grèves du secteur public cet automne, était au travail.

L'amertume des travailleurs belges est grande face à ce plan d'austérité qui, d'ici à fin 1986, va s'abattre une nouvelle fois sur eux. Depuis deux ans de pouvoirs spéciaux, en effet, l'actuel gouvernement, par simples arrêtés ne s'est pas gêné pour aggraver le sort de la classe ouvrière. Les dernières mesures doivent permettre de diminuer de quelque 250 milliards de

francs belges le déficit budgétaire (37 milliards de nos francs pour un plus petit budget que celui de la France). Pendant les trois ans à venir, les indexations salariales prévues pour compenser les pertes du pouvoir d'achat vont être supprimées. Des économies vont être faites en diminuant, sans compensation salariale bien sûr, les horaires de nombreux fonctionnaires, en supprimant de nombreux avantages sociaux (en s'en prenant en particulier aux indemnités du chômage ou aux allocations familiales), en compressant les dépenses de plusieurs organismes d'intérêt public et en s'en prenant aux enseignants qui verront leur horaire allongé d'une heure et les emplois à temps partiel se multiplier.

Aujourd'hui, la FGTB, prétend vouloir s'opposer au nouveau plan d'austérité par une journée de grève générale qu'elle qualifie elle-même de « coup de semonce » ou de « grève d'avertissement ». Mais elle a bien du mal à convaincre la classe ouvrière belge que si les ministres chrétiens ont osé s'attaquer à elle de cette façon, la politique des organisations syndicales, et la sienne en particulier, n'y est pas pour beaucoup.

A.G.

Dérobades des dirigeants syndicaux et mobilisation des mineurs



Des mineurs anglais collectent de l'argent au cours d'une manifestation en mars dernier (AFP)

Alors qu'ils entament leur quatrième semaine de grève contre les fermetures de mines, les mineurs britanniques viennent de recevoir un renfort qui peut être de poids pour la suite des événements : un appel au boycott de tout déplacement de charbon dans le pays lancé par les deux syndicats de cheminots, par le Syndicat Général des Transports (numériquement le plus gros syndicat anglais) et par le Syndicat des Marins.

Reste à savoir bien sûr dans quelle mesure ce mot d'ordre sera suivi par les adhérents de ces syndicats. Mais là-dessus, les mineurs ont quelques raisons d'être optimistes dans la mesure où de nombreuses initiatives isolées avaient déjà devancé l'appel officiel des dirigeants syndicaux, et que dans une certaine mesure, ceux-ci ont ainsi cédé aux pressions de leurs propres syndiqués.

Ce qui est sûr, c'est que si ce mot d'ordre de boycott est effectivement appliqué, le gouvernement Thatcher se trouvera en difficulté. Lors de la dernière grande grève des mineurs de 1974, le refus des cheminots de franchir les piquets de grève symboliques que les mineurs installaient sur les voies d'accès aux dépôts de charbon — en l'occurrence de simples banderoles — avait été un facteur essentiel de la victoire : il avait été dès lors relativement aisé pour les piquets de grève des mineurs de bloquer les camions transportant du

charbon.

Quoi qu'il en soit, les effets de cet appel ont commencé à se faire sentir dès le premier jour : dans le Nottinghamshire, le « merry-go-round » (manège), la ligne spécialisée qui assure la rotation du charbon entre les mines, les dépôts de charbon et les centrales thermiques, a été en grande partie paralysée. Et quand la direction des chemins de fer a réagi en suspendant plusieurs roulants qui refusaient de conduire des trains de charbon, les cheminots de plusieurs dépôts ont riposté sur le champ en cessant le travail. La même chose s'est produite dans le Kent où, de plus, les aiguilleurs ont pris sur eux de diriger sur des voies de garage les trains de charbon qui continuaient à rouler.

Il reste néanmoins que, malgré ce geste de solidarité des dirigeants de ces quatre syndicats, les mineurs ont toutes les raisons de se méfier de la volonté de lutter des dirigeants syndicaux nationaux. Surtout après avoir entendu les déclarations embarrassées faites à la télévision par Len Murray, le secrétaire général du Trade Union Congress, qui « *déplore toutes les violences* » (y compris donc l'action des piquets de grève) et qui s'est bien gardé de faire la moindre allusion à un quelconque geste de solidarité à l'égard des mineurs.

Et ils ont d'autant plus de raisons de se méfier que le gouvernement, de son côté,

mène toute une politique pour priver les bureaucrates syndicaux de l'envie de se ranger du côté des mineurs. C'est ainsi que, le 2 avril, c'est le gouvernement qui s'est opposé au vote d'un amendement à la loi sur les syndicats proposé par 80 députés conservateurs, qui aurait fait obligation aux dirigeants syndicaux de ne verser de cotisations au Parti Travailliste qu'au prorata du nombre de syndiqués qui demandent leur adhésion au Parti Travailliste (à l'heure actuelle, lorsqu'un syndicat est membre du Parti Travailliste, tous ses syndiqués en sont automatiquement membres, qu'ils le désirent ou non). Cet amendement aurait coûté très cher aux finances du Parti Travailliste, et le fait que le gouvernement l'ait repoussé est un geste que les dirigeants du TUC et du Parti Travailliste apprécient certainement.

De son côté, le gouvernement Thatcher espère bien que, moyennant de tels gestes, il arrivera à amener les autres syndicats à rester à l'écart du conflit, et à maintenir la grève des mineurs dans l'isolement.

Pour l'instant, malgré la dérobade de la direction du TUC, les derniers événements montrent que les mineurs, eux, sont bien décidés à ne pas rester isolés, et qu'ils y parviennent. Mais cela, ils le doivent avant tout à leur mobilisation, pas à la bonne volonté des dirigeants syndicaux.

Dans les quartiers ouvriers anglais :

Vers une escalade de l'austérité

Le 30 mars, le gouvernement Thatcher a rendu public un texte de loi qui annule purement et simplement les élections du conseil du Grand Londres qui étaient prévues pour mai 1985.

Le conseil du Grand Londres est l'un des sept conseils « métropolitains » que le gouvernement a décidé de dissoudre à compter de 1986. Ces conseils métropolitains sont chargés en particulier de la gestion des services publics des grandes agglomérations du pays. A ce titre, ils disposent d'une certaine autonomie financière qui, à maintes reprises, leur a permis de mettre un frein aux mesures de réductions budgétaires prises par le gouvernement central. Par ailleurs, étant élus par la population de grandes agglomérations industrielles, ils constituent pour la plupart des bastions du

Parti Travailliste.

Autant de raisons qui valent depuis longtemps aux conseils « métropolitains » l'hostilité ouverte du gouvernement. D'où la décision, prise l'année dernière, de les dissoudre et de faire passer l'administration des services publics des grandes villes sous l'autorité directe du gouvernement.

Et la décision d'annuler les élections du conseil du Grand Londres est en fin de compte destinée à empêcher que ces élections ne se transforment en un référendum pour ou contre la dissolution, référendum que les conservateurs pensent visiblement avoir peu de chances de gagner.

Mais ce que cette décision rappelle surtout, c'est toute la politique que mène le gouvernement Thatcher vis-à-vis des couches

laborieuses, et en particulier vis-à-vis des plus pauvres.

L'un des aspects de la politique d'austérité de Thatcher a consisté depuis plusieurs années, à réduire à leur plus simple expression nombre de services publics, y compris des services aussi essentiels que les transports en commun ou la Santé.

Dans le domaine des transports par exemple, on a pu voir les 53 000 employés des transports londoniens faire grève le 27 mars pour protester contre un plan du gouvernement qui prévoit une augmentation des tarifs de 25 % dans l'immédiat, la fermeture de 23 stations de métro et la suppression de 16 000 emplois.

C'est aussi contre ces atteintes portées aux services publics que, le lendemain, des dizaines de milliers de travailleurs ont fait grève et ont manifesté, non seulement à Londres, mais aussi à Liverpool, Sheffield, Manchester et dans d'autres grandes villes.

En même temps, les coupes effectuées dans différents budgets sociaux se sont traduites par une aggravation des conditions de vie dans les quartiers ouvriers des grandes villes. A tel point que ces quartiers ont vu se multiplier les taudis insalubres, jusque dans les cités HLM relativement récentes. Et cela unique-



Une artère qui fut commerçante dans un quartier ouvrier du centre de Liverpool. (photo LO)

ment faute de crédits pour en assurer l'entretien.

Déjà, à l'été 1981, le délabrement des quartiers ouvriers avait été au centre des émeutes des jeunes de ces quartiers. Et, comme par hasard, le gouvernement avait justement réussi à dégrader plusieurs centaines de millions de livres de crédits supplémentaires.

Mais aujourd'hui, les émeutes sont loin, alors que l'austérité est toujours là. Si la présence policière est toujours presque aussi forte qu'au lendemain des émeutes, les mesures qu'an-

nonce la suppression des conseils métropolitains, qui viendront s'ajouter aux innombrables coupes que le gouvernement a déjà réussi à imposer aux budgets des services publics, laissent prévoir que la situation va encore s'aggraver.

De toute évidence, la seule chose qui pourrait mettre un terme à cette dégringolade, c'est, comme en 1981, que la population de ces quartiers — mais cette fois-ci plus seulement les jeunes — réussisse à inspirer une bonne trouille à ce gouvernement qui a la mémoire courte.

CIT-Alcatel (Ormes)

Un petit scandale aux relents d'encens

La semaine dernière, à l'imprimerie de l'usine de la CIT-Alcatel d'Ormes, on a découvert un stock de brochures intitulées *D'Orléans à Rome 1984*. Dans une usine qui fait partie du groupe CGE, à l'avant-garde, paraît-il, de l'électronique mondiale, la trouvaille avait de quoi surprendre.

En fait, ces brochures, qui ont été agrafées et masicotées à l'imprimerie de l'usine, étaient destinées au pèlerinage organisé par une association catholique d'Orléans à l'occasion de Pâques. Tout devait se faire clandestinement et dans le plus grand secret. Mais la perfection n'est pas de ce monde. Et si les brochures ont pu arriver jusque-là, il n'y a pas de miracle là-dessous. Ce n'est pas dieu le père qui est venu lui-même faire le travail. Cela s'est fait à la demande et sous la bénédiction d'un haut responsable de l'usine dont les sympathies pour la religion catholique et le clergé orléanais sont connues.

La nouvelle a fait rapidement le tour des ateliers, suscitant des plaisanteries du genre : « L'Evêché sont

au 4^e », ou encore : « *Tous les chemins mènent à Ormes* ».

Les syndicats de l'usine se sont emparés de l'affaire dénonçant le fait que l'imprimerie de l'usine — nationalisée de surcroît — ait été mise — gracieusement — à la disposition de l'Eglise. L'affaire fait d'autant plus de bruit que tout le monde se souvient du travailleur qui a été licencié parce qu'il était accusé d'avoir sorti du plexiglas. On voit la paille qu'il y a dans l'œil de son voisin...

Le directeur a convoqué les responsables syndicaux. Ayant d'abord juré ses grands dieux qu'il tombait des nues, il a ensuite tenté d'excuser son ouaille, disant, qu'en effet, il arrivait que la CIT prête son concours aux bonnes œuvres.

Bien que les voies du seigneur soient impénétrables, on peut penser que finalement, la brebis égarée trouvera grâce auprès de son supérieur. Elle risque toutefois de se faire tirer l'oreille... pour son manque de discrétion. Mais ce ne sera jamais que deux Ave et trois Pater.

Correspondant LO

Quand les notables socialistes veulent dormir en paix

Le lundi 26 mars, à 5 h 30 du matin, des paysans sont venus manifester devant les domiciles personnels d'un député PS rocardien d'Orléans et d'un conseiller général d'Orléans, PS lui aussi et connu pour être un lieutenant de Michel Rocard.

Ces deux notables socialistes n'ont pas apprécié cette visite matinale et ils ont demandé par presse interposée : « *Qu'on veuille bien faire la différence entre la vie publique des élus et ce qu'il leur reste de vie privée* » ! Ils voyaient là une « atteinte à la liberté » !

Et s'il y a bien quelque chose de regrettable, c'est qu'il n'y ait pas plus de monde et pas plus souvent qui vienne les tirer du lit... ne serait-ce que les centaines de chômeurs ou de licenciés en puissance d'Orléans, victimes de la politique du gouvernement qu'ils soutiennent.

Comme il y a deux siècles

Depuis quelques années, on reparlait moins en Sologne des chemins communaux que les grands propriétaires achètent aux communes pour, disent-ils, avoir la paix et ne pas être dérangés par les promeneurs sur leurs terres.

Une nouvelle affaire vient d'éclater à Mézières-les-Cléry, à quelques dizaines de kilomètres d'Orléans, où l'on parle d'un échange que le maire (grand propriétaire en même temps) pourrait faire entre une grange qu'il possède dans le village (et qu'il loue pour servir de salle des fêtes) et un chemin communal qui traverse ses propriétés.

Ce brave homme s'est même plaint dans la presse locale du désagrément que lui cause, le dimanche, la vue de quelques promeneurs qui s'approchent, voire mettent un pied sur ses terres !

La Sologne serait-elle deux siècles en retard pour l'abolition des droits féodaux ? En tout cas, il y a des gens qui le sont.

Les chômeurs moins indemnisés

C'est le 1^{er} avril qu'est entrée en vigueur la nouvelle convention sur l'indemnisation du chômage, ratifiée en février dernier par les organisations syndicales et patronales.

Les deux points nouveaux sont la fin du système dit de « chômage économique » et, par ailleurs, la prise en charge par l'Etat de toute une partie des chômeurs pour lesquels les patrons ne veulent plus déboursier un sou. Le taux des allocations, comme leur durée, est diminué. C'est un chapitre ouvert en 1974 qui se clot.

Pour le premier point, on avait alors institué l'indemnisation pendant un an à 90 % de leur ancien salaire des licenciés pour raison économique. Après avoir été grignotée au fil des années, cette indemnisation spéciale a vécu. Instaurée par la droite pour désamorcer les mécontentements lors des premières vagues de licenciements, elle vient d'être annulée par la gauche. La boucle est bouclée.

L'indemnisation des chômeurs dépendra dorénavant

de leur âge et du temps qu'ils auront travaillé avant d'être au chômage. Pour les moins de 50 ans, — ayant travaillé un an dans les deux ans qui précèdent le licenciement, ou six mois dans l'année précédente ; à condition d'avoir cotisé dix ans — l'allocation représentera 40 F par jour (soit 1 200 F par mois) plus 42 % de leur salaire antérieur, avec un maximum de 75 % de leur ancien salaire ; ceci pendant 12 mois, renouvelables sur avis de la commission paritaire de l'ASSEDIC, jusqu'à 30 mois (dont 18 à 1 200 F).

Ceux qui ont travaillé six mois dans l'année précédant le licenciement seront indemnisés au maximum 15 mois, à des taux dégressifs ; quant à ceux qui ont travaillé trois mois, ils recevront au maximum 56 % de leur salaire brut pendant trois mois seulement.

Pour le deuxième point, satisfaction est donnée à une revendication du patronat : au-delà des durées maximum d'indemnisation, les chômeurs passent dans le régime dit de la solida-

rité, pris en charge par l'Etat.

Enfin, la convention prévoit de multiples cas où le système d'indemnisation est plus défavorable aux travailleurs, pour les chômeurs de plus de 50 ans, ils ne toucheront plus que l'allocation à taux plein que pendant 18 mois, puis elle sera dégressive pendant un maximum de 45 mois (avec 27 mois à 1 200 F par mois).

Les indemnités de formation, qui étaient avant de 90 % du salaire, sont ramenées à 70 %.

Les jeunes de 16 à 25 ans et les femmes à la recherche d'un premier emploi ne relèveront plus de l'assurance chômage, mais de la solidarité : ils recevront 1 200 F par mois.

La nouvelle convention, cela voudra donc dire d'abord que les chômeurs seront moins indemnisés. Les patrons veulent pouvoir continuer à licencier en se déchargeant au maximum des charges financières que cela représente. Et ils ont reçu pour cela la bénédiction du gouvernement et des dirigeants syndicaux.

Laurence VINON



Sept milliards de plus aux Chantiers navals pour des emplois en moins

Un décret du 30 mars alloue au secrétariat d'Etat à la Mer (ministère dont dépendent les Chantiers navals) un crédit supplémentaire pour 1984 de 7 milliards de francs (3,53 milliards en autorisations de programme et 3,7 milliards en crédits de paiement). Ces subventions sont destinées à financer les opérations de reconstruction dans la construction navale. Autrement dit, à subventionner les patrons de ce secteur...

et les licenciements.

Pour financer ce crédit, des coupes claires sont opérées dans les budgets de divers ministères. Au total, pour équilibrer toutes les nouvelles subventions dont celles accordées aux Chantiers navals, 11 milliards de francs sont enlevés des sommes prévues initialement au budget 1984. Les principaux ministères touchés par cette réduction de leurs crédits sont — comme par hasard — des minis-

tères « sociaux » : Education nationale, Transports, Tourisme et aussi la Recherche, le Commerce et l'Artisanat.

Ces importantes réductions de budget signifient évidemment une réduction importante de l'embauche ou de la titularisation des emplois précaires.

Et voilà comment les choix budgétaires d'un gouvernement « socialiste » organisent le chômage par les deux bouts.

A.L.

C'est tout ça, un bon ministre

Laurent Fabius était déjà ministre de l'Industrie, de la Recherche et des PTT depuis un an. Et voilà qu'à l'issue de la conférence de presse du président où le plan de restructuration de la sidérurgie a été annoncé, ce jeune et brillant technocrate s'est vu confier la responsabilité de mener à bien la reconversion de la Lorraine.

Il avait déjà eu l'occasion de montrer ce qu'il savait faire — même si d'aucuns ont pu lui en reprocher le prix — lors de la reconversion des papeteries de La Chapelle d'Arblay, dans sa propre circonscription.

Cette fois, super-ministre d'un super-ministère du « Redéploiement industriel », il va bénéficier de pouvoirs spéciaux et pouvoir donner libre cours à ses talents.

Pas question, a-t-il immédiatement confirmé, de remettre en cause le plan de redressement de la sidérurgie proposé par François Mitterrand. Mais lui, Laurent Fabius, sera « attentif à ses conditions d'applications humaines. (...) *Aucun effort ne sera ménagé* ». Mais il y a tout lieu de penser que les fonds qui lui seront alloués serviront plus à fournir de

l'argent frais à quelques patrons qu'à créer vraiment des emplois.

Alors Fabius peut bien s'apitoyer sur le « *désarroi des populations* », il mettra tout en jeu pour venir à bout de leur résistance. Il aura l'occasion de nouer avec les milieux du patronat et de la finance les liens nécessaires.

En tout cas si les travailleurs n'ont rien à y gagner, lui a là l'occasion d'accélérer sa carrière : s'il fait correctement son parcours, il aura bien mérité de la confiance présidentielle !



Maire et Bergeron : du « mais oui » au « oui mais »

Dans sa conférence de presse, Mitterrand a fait allusion à un « grand syndicat » qui, seul contre tous, n'aurait pas surestimé les possibilités d'expansion de la sidérurgie.

De quel syndicat s'agit-il ? Eh bien, à en croire les déclarations de Maire à la télévision, ce serait à la CFDT qu'il faudrait attribuer cette sagesse historique : en tout cas c'est la conclusion que l'on pouvait tirer en l'entendant dire qu'enfin le gouvernement s'appropriait à appliquer la politique que lui, Maire, avait toujours préconisée.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les suppres-

sions d'emplois dans la sidérurgie n'ont pas l'air de traumatiser le leader de la CFDT, même pas au point de faire semblant... La seule chose qu'il regrette, c'est que le gouvernement ne le consulte pas assez ! Comme le dit le communiqué de la commission exécutive de la CFDT, il faut que « *les travailleurs et leurs syndicats puissent en permanence contrôler le suivi des mesures annoncées* ». Contrôler pour quoi faire ? Puisque la CFDT est d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire les suppressions d'emplois !

Quant à Bergeron, lui, il fait plutôt dans le genre

remontrance feutrée et déabusée. « *Je ne mets pas en cause la volonté de Mitterrand de chercher à surmonter les difficultés et à mettre en œuvre les moyens de préserver les populations de Lorraine et d'ailleurs. Mais je ne suis pas sûr que les moyens annoncés le permettent* ».

Heureusement pour eux, les sidérurgistes ne semblent pas atteints de la même myopie dont Bergeron voudrait bien nous faire croire qu'il est affligé : eux, ils ne croient visiblement pas à la bonne volonté de Mitterrand, et ils ont raison !

Re-made aux USA

Il paraît que Reagan et les Américains nous ont rendu un Mitterrand « à l'américaine ».

Il ne parlerait plus que « *capitalisme* », « *profit* ». Franchement, crûment.

Alors, finies les référen-

ces au socialisme et le langage de gauche qui n'ont jamais été que des mots creux ? Décidément, cela va devenir dur pour Marchais !

A moins que le prochain voyage prévu par Mitterrand à Moscou nous retape un

Mitterrand style 81. Ce qui ne donnera d'ailleurs pas un sou de plus, ni un licenciement de moins, aux travailleurs.

Comme quoi les voyages ne forment pas que la jeunesse.

La droite : ce n'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut se taire

Ça va sans dire : mais ça va mieux en le disant : il ne faut pas mettre des bâtons dans les roues du gouvernement, a dit en substance, jeudi 5 avril, Jacques Chirac. Histoire qu'on sache bien, quand même, qu'il est, dans l'affaire de la sidérurgie, au moins autant contre les travailleurs que l'est Mitterrand et le gouvernement actuel. Quand on s'appelle Chirac, que diable, on est responsable.

Ceci dit, on peut causer, et ses petits amis de la droite ne ratent pas l'occasion de pleurer sur le sort de la Lorraine. Pierre Messmer, député maire RPR de Sarrebourg, en Moselle, a dit que « *la Lorraine fait les frais des décisions gouvernementales* », « *le plan acier fait peser une menace de mort sur la sidérurgie lorraine* ». Bigeard, député UDF de Toul, comme à son habitude, a musclé l'argument : « *J'ai baissé pavillon en Indochine, a-t-il proclamé, je l'ai baissé en Algérie. Je ne le baisserai pas à Neuves-Maisons* ». Jean-

Marie Rausch, président UDF du Conseil régional de Lorraine, maire de Metz, lui, a déclaré à propos du gouvernement : « *Le gouvernement n'a pas trouvé la moindre solution aux trois questions essentielles : les problèmes sociaux, l'avenir de la sidérurgie et la reconversion de la Lorraine. (...) Par son triple reniement, parce qu'il est incapable d'honorer un seul de ses engagements, le gouvernement a tracé le chemin de croix de notre région. Pendant de longues années, la Lorraine devra payer le prix des décisions irréfléchies* ».

Mémoire courte ? Sans doute pas. Pourtant, tous ces gens-là, qui ne se sont pas privés, quand ils étaient en place, pour mettre les travailleurs au rebut, n'ont sûrement pas la mémoire si courte qu'ils ont oublié. Mais cela leur sert tellement de faire comme si.

Comme dit l'autre, être faux-jeton à ce point-là, c'est de la franchise !

C.G.

Liberté d'expression... pour le pognon

Il faut croire que ça pressait, que ça grenouillait dans tous les milieux à fric de la publicité et de la presse, pour que Mitterrand ait tenu, à la fin de sa conférence de presse consacrée aux problèmes de la sidérurgie, à sortir cette nouvelle : la publicité sera autorisée sur les radios libres. D'après lui, on peut même commencer tout de suite, sans attendre d'avoir changé la loi. A se demander pourquoi son gouvernement fait des lois !

Du haut de son pupitre présidentiel, Mitterrand a proclamé que le fameux article 81 de la loi de juillet 1982

interdisant la publicité sur les radios libres n'a pas besoin d'être respecté. Oh, on tournait autour du pot depuis longtemps. Cette loi elle-même était d'ailleurs un chef-d'œuvre d'hypocrisie. Sous prétexte d'écarter les « *puissances d'argent* » et de préserver la liberté d'expression sur les ondes on prohibait la publicité... sans prévoir pour autant des moyens de financement sérieux pour les radios. Cela a donné le moyen au gouvernement de filtrer ceux à qui on accordait les autorisations d'émettre, et d'en décourager pas mal.

Comme de bien entendu,

celles qui parmi les « *radios libres* » ont surnagé, celles qui sont là maintenant, sont en général celles qui avaient de l'argent, un capital et des moyens pour tenir (sans parler des bonnes introductions et relations du côté des ministères). Et maintenant Mitterrand peut estimer qu'on peut se passer de cette loi et de ses hypocrisies !

La boucle est bouclée. La liberté d'expression sur les ondes que l'on promettait au début du septennat est devenue la toute simple liberté du fric. Avec la bénédiction du président.

Casse en grand

La conférence de presse de Mitterrand aura au moins servi à nous faire connaître plus précisément combien de milliards ont servi à subventionner la sidérurgie.

Comme il s'agit cette fois d'en tirer argument pour justifier la mise au rebut d'installations modernes et le licenciement de milliers de travailleurs, on a fait l'addition.

Cinq plans de 1966 à 1980 ont coûté 60 milliards de francs d'aujourd'hui. A quoi il faut ajouter 17 milliards pour la période 1980-1983, et 27 à 30 milliards pour les nouveaux programmes déci-

dés la semaine dernière. (Et pendant ce temps on passait de 157 000 à 90 000 emplois).

Plus de 100 milliards en tout, donc, qui n'ont pas été perdus pour tout le monde.

Aujourd'hui, pour soi-disant arrêter ce gâchis, on ne trouve rien de mieux que de mettre à la casse ce qu'on a construit avec cet argent.

C'est cela le système capitaliste ! Un système décidément bien peu économique pour la société.

(voir nos articles pages 10-11).

La solidarité choisie par Marchais c'est celle qui le lie au gouvernement

Après l'intervention de Georges Marchais dans l'émission *L'heure de vérité* le 2 avril sur Antenne 2, toute la presse s'est empressée de voir dans ses propos l'indice d'un glissement du PCF vers une « opposition » au gouvernement à propos de la sidérurgie.

Il est vrai que Marchais a bien dit que ce plan est une « mauvaise chose », estimant que « cette politique n'est pas du tout de nature à aider la France à sortir de la crise qu'elle connaît actuellement ». Et que, suite à la question d'un journaliste qui lui demandait s'il participerait à la marche des sidérurgistes sur Paris, il a ajouté : « C'est tout à fait possible. Je considère qu'ils ont raison ».

Et c'était bien la moindre des choses qu'il pouvait dire à l'adresse des militants et des sympathisants du Parti Communiste, et de tous les travailleurs qui en ont la rage au cœur de voir la sale politique que mène Mitterrand.

Mais inutile de chercher autre chose qu'une simple protestation dans les paroles de Marchais. Car, pour lui, depuis l'accord de gouvernement passé en 1981 entre le PC et le PS, et reconfirmé en décembre 1983, rien n'a changé. « Quels événements sont intervenus depuis quatre mois pour que nous renoncions à cet accord ? Il n'y en a aucun », a-t-il déclaré. Non, pour Marchais, l'austérité, les dizaines de milliers de suppressions d'emplois, les coups portés aux chômeurs, ça ne

compte pas assez pour changer quoi que ce soit, ni à sa politique vis-à-vis de Mitterrand et du gouvernement, ni à sa politique vis-à-vis du patronat !

Il y a même si peu de choses de changées pour Marchais que, malgré les circonstances, il a tenu à profiter de cette intervention pour multiplier les marques d'allégeance à la politique du gouvernement.

Ainsi, a-t-il dit, « nous n'avons pas de problème dans le domaine de la politique extérieure avec le président de la République et le gouvernement ». Mitterrand atlantiste et pro-Reagan, ce n'est pas un problème pour Marchais. Car il tient à dire que le PCF est un parti « national », un parti de gouvernement en qui la bourgeoisie française peut faire toute confiance et qui en particulier ne se sent nullement lié à l'URSS. Sur ce plan, a-t-il dit, « nous voulons aller vers un socialisme à la française, un socialisme qui n'a rien à voir avec le socialisme existant dans d'autres pays. Pour nous il n'y a pas de modèle du socialisme ». Il aurait bien pu ajouter que pour le PCF au gouvernement il n'y a pas de socialisme du tout qui tienne. Il y a les intérêts de « la France », c'est-à-dire, en fait, ceux de la bourgeoisie, du patronat.

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris, c'est encore ce qu'il a dit à propos du Marché commun, « le pire serait de désertier », a-t-il dit, « au départ nous étions contre », mais aujourd'hui « nous voulons être dedans pour nous bat-

tre et avancer des propositions concrètes ».

Non seulement Marchais ne veut pas se désolidariser du gouvernement, mais il tient à en rajouter, comme pour bien montrer qu'il est même prêt à des concessions supplémentaires pour y rester !

Et, s'adressant aux militants du PCF qui souhaiteraient voir le PCF sortir du gouvernement, Marchais ne trouve rien d'autre à dire que d'agiter l'épouvantail de la droite : « Le plus facile serait de partir. C'est ce que veut la droite, pour avaler plus facilement la gauche. Nous ne lui ferons pas ce cadeau ». Et s'il se trouve des militants qui souhaitent que le PCF organise la lutte contre la politique de ce gouvernement, qu'ils n'y comptent pas, car Marchais le leur dit : ils doivent « agir non pas contre le gouvernement, mais avec nous, pour surmonter les obstacles ». A qui Marchais veut-il donc que les travailleurs s'en prennent, pour lutter contre les dizaines de milliers de suppressions d'emplois qu'a décidées le gouvernement, sinon... au gouvernement lui-même ?

Quand un gouvernement s'en prend aux travailleurs comme celui-ci le fait, il faut savoir de quel côté on est. Marchais a choisi : la solidarité qu'il ne veut pas rompre, c'est celle qui le lie, lui et son parti, au gouvernement de la bourgeoisie. Ce n'est pas des travailleurs qu'il est solidaire. Ses critiques au « plan acier » n'ont qu'un but : permettre au PC et à la CGT de garder le contrôle des protestations et des luttes que le plan acier provoque, pour mieux les mener dans l'impasse.

Ce faisant, Marchais rend encore service à Mitterrand et au gouvernement. Et au fond, même s'ils critiquent l'attitude du PCF, Mitterrand et Mauroy comprennent très bien combien elle les sert.

François ROULEAU



Un communiqué de Combat Communiste

L'organisation Combat Communiste nous a fait parvenir un communiqué concernant un incident survenu entre plusieurs de ses militants et des militants du PCI.

Les méthodes que Combat Communiste décrit et dénonce, et qui rappellent celles du gangstérisme stalinien, sont tout simplement indignes d'une organisation révolutionnaire, indignes du mouvement trotskyste.

Voici le texte du communiqué de Combat Communiste :

Le jeudi 22 mars 1984, à 18 h 30, à la faculté de Jussieu, un groupe d'une douzaine de membres du PCI (ex-OCI) ont agressé des militants de Combat Communiste. L'incident s'est déroulé dans les conditions suivantes : alors que les membres du PCI venaient déjà d'agresser des colleurs d'affiches du PCF, des mili-

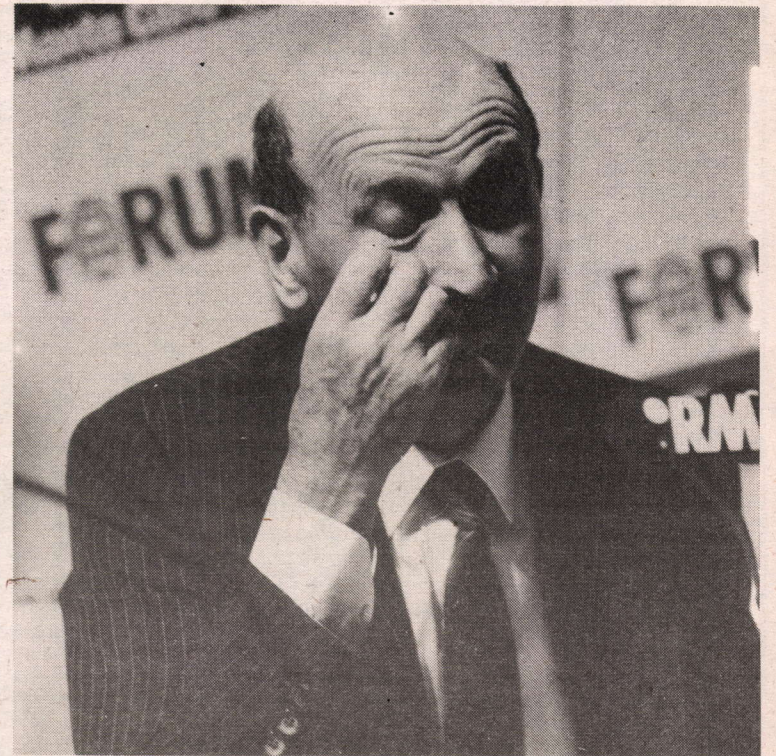
tants de Combat Communiste ont demandé ce qu'il se passait, en précisant qu'ils appartenaient à Combat Communiste et non au PCF. Les membres du PCI les ont alors insultés (injures ordurières, sexistes, etc.), et les ont frappés. Les agresseurs ont pu être repoussés, mais un camarade, roué de coups sur le

sol au début de l'incident, a été blessé à l'œil et a dû recevoir des soins à l'hôpital.

Ces méthodes, coutumières du PCI, jugent cette organisation. Elles doivent être fermement condamnées par tous ceux qui se réclament du communisme révolutionnaire.

KRASUCKI :

« Un peu indigné »



Que propose Krasucki, secrétaire général de la CGT, aux sidérurgistes lorrains en colère et qui se battent contre le plan de licenciements du gouvernement ? Jeudi 5 avril à Antenne 2, on l'a entendu déclarer que le plan gouvernemental est « inacceptable » et qu'il « espère que les travailleurs sauront se mobiliser pour être assez forts, pour convaincre » de modifier le plan acier. Il faut, a-t-il dit, « dresser un mur de refus » à ce plan.

La CGT a pris ses distances d'avec le plan gouvernemental. Dès jeudi 29 mars, jour de l'annonce de ce plan, Krasucki s'était affirmé « un peu indigné ». Il faut dire qu'au même moment, les sidérurgistes, eux, n'étaient pas « un peu indignés ». Ils se battaient contre les CRS et déroulaient des rouleaux de feuillets dans les rues de Longwy, sectionnaient les voies ferrées et saccageaient des bâtiments publics. « Il faut comprendre », a dit Krasucki, « il y a plus que du mécontentement, il y a de la colère. Mais ce mécontentement et cette colère, pour être efficaces, doivent se traduire en actions syndicales de masse vigoureuses ».

En attendant, au lendemain du 29 mars, la CGT avait appelé à reprendre le travail... avant la journée de grève du 4 avril en Lorraine. Puis au lendemain du 4 avril, elle appelle à attendre le 13 avril, journée de la « marche sur Paris ». Il faudra agir « avec vigueur et persévérance », a annoncé Krasucki. Oui mais pendant ce temps, Mitterrand a annoncé qu'il ne reviendrait pas sur le plan acier. Que faut-il faire ? Mener de longues « actions vigoureuses » et « persévérantes » pour « convaincre » Mitterrand ?

Ce que Krasucki propose, c'est d'« imposer des solutions » pour promouvoir « le développement industriel ». Mais c'est justement ce que dit Mitterrand, qui propose de faire de la Lorraine un

« pôle de conversion industrielle » pour les « techniques de pointe ». Et c'est avec ces phrases, ces promesses vagues, que l'on trompe les travailleurs de la sidérurgie depuis des années. Les gouvernants d'avant aussi ont dit qu'on licencierait pour permettre la « conversion industrielle ». Ils ont donné des milliards aux patrons pour construire de nouvelles usines et licencier. Et ce sont ces nouvelles usines flambant neuves que l'on ferme aujourd'hui !

Alors est-ce qu'il faudra que les travailleurs de la sidérurgie s'estiment satisfaits le jour où, au terme de ces « actions persévérantes », on leur aura promis des crédits pour la « conversion industrielle » de la Lorraine, autrement dit des subventions pour des patrons qui les empocheront et ne créeront peut-être aucun emploi ? Visiblement, c'est cela que pense Krasucki. Et bien qu'il ait affirmé jeudi 29 mars, à propos des relations de la CGT avec le gouvernement, « je n'ai à être solidaire de rien du tout. En tant que dirigeant syndical je suis solidaire des travailleurs », c'est bien du gouvernement et de Mitterrand qu'il est solidaire.

Et si les travailleurs de la sidérurgie peuvent faire mettre au rencart les plans gouvernementaux, interdire tout licenciement, c'est seulement en faisant peur à Mitterrand et à son ramassis de ministres tous plus pleutres les uns que les autres devant les patrons et la bourgeoisie. Ce n'est pas avec un Krasucki qu'ils leur feront peur. C'est en descendant dans la rue, en montrant leur colère, en entraînant dans la lutte tous les travailleurs du pays, qui sont aujourd'hui tous menacés par le gouvernement et ses attaques.

Ça ne se fera pas en se laissant mener par Krasucki ou par ses collègues des autres confédérations syndicales.

Sidérurgie

Colère ouvrière contre les licenciements



La grève générale en Lorraine

Mercredi 4 avril, c'était la grève générale dans toute la Lorraine.

Dès le matin, toutes les routes étaient coupées autour des usines, les magasins fermés en solidarité avec les sidérurgistes. Tout s'arrêtait.

Sur les barrages mis en place dès 4 heures du matin autour de Sacilor, des gens venaient spontanément apporter du café aux grévistes. Les discussions étaient animées : « Si Mitterrand ne recule pas, ça va être l'émeute ! ». Pendant ce temps, les mineurs de fer descendaient avec leurs chargeurs de mine déverser du minerai devant la sous-préfecture de Thionville et les grands bureaux de Sollac-Sacilor. Chaque entreprise y allait de sa propre action : l'hôpital de Marange partait faire sa manifestation en « marche à l'escargot » sur le coup de 11 heures.

A midi, tous les barrages étaient levés pour permettre à la population de se rendre aux différentes manifestations : Longwy, Epinal, Bar-Le-Duc, Nancy et Metz. Au total, 150 000 personnes environ ont défilé dans l'après-midi en criant leur colère contre Mitterrand, et Mauroy « le fossoyeur ».

Après la conférence de presse de Mitterrand, l'indignation était plus grande encore. Non seulement le gouvernement ne revenait pas sur ses décisions, mais Mitterrand avait le culot de dire qu'on avait déjà trop donné pour la sidérurgie. Tout l'argent versé l'a été pour supprimer des emplois : 78 000 en dix ans. Alors oui, mercredi 4, à 16 h, tout le monde sentait qu'il se passait quelque chose en Lorraine.

Correspondant LO

NEUVES-MAISONS

• Trois jours de grève

A l'aciérie de Neuves-Maisons, nous avons fait une grève de trois jours, mercredi 28, jeudi 29 et vendredi 30 mars. Mais en dehors de la grève et de la manifestation régionale de Metz du mercredi 28 mars, qui avait aussi été un succès — une vingtaine de bus étaient montés de Neuves-Maisons —, l'intersyndicale n'avait rien offert aux travailleurs.

Ainsi à l'annonce des décisions gouvernementales le jeudi 29, devant plus de 1 000 personnes, l'intersyndicale a fait 4 propositions : 1) Décider la reconduction de la grève pendant 24 heures, mais en appelant les travailleurs à ne pas empêcher les non-grévistes de rentrer. 2) Bloquer le trafic ferroviaire. 3) Envahir les grands bureaux « sans

casse ». 4) La meilleure : une délégation à la préfecture pour avoir des précisions.

Dans une usine qui va licencier 3 personnes sur 4, c'est dérisoire ; l'assemblée générale a été houleuse. La grève fut reconduite non sans éclats de voix, la délégation chez le préfet rejetée, et les autres actions n'entraînèrent personne. C'était l'expectative.

Mais la nuit, avec des bull, des gars ont bloqué spontanément les entrées par des montagnes de sable et rasé les palissades de l'usine qui, vendredi, avait l'allure d'un véritable camp retranché.

Le vendredi, rien non plus. A part la grève, à laquelle les travailleurs ne croient pas en général, les syndicats n'ont rien de concret à offrir et quand ils ont annoncé la journée de

grève générale en Lorraine le 4 avril et une marche sur Paris ensuite, et proposé un vote à bulletins secrets sur la reprise du travail, il n'y eut pas d'opposition.

Il y eut près de 800 voix pour la reprise du travail contre une forte minorité de 300 travailleurs pour la continuation de la grève. Les travailleurs combattifs eurent alors le sentiment que c'étaient les chefs qui leur faisaient reprendre le travail. Et pour ceux qui pensaient qu'il aurait fallu continuer jusqu'au bout, la reprise a été dure à avaler.

Quelques jours après, la journée du 4 montre que nous n'avons pas dit notre dernier mot.

Correspondant LO

Les réactions aux aciéries de Pompey

Pour les aciéries de Pompey, le nouveau plan acier ne dit rien de précis. C'est en 1982 que le gouvernement avait prévu de ramener les effectifs de 3 600 à 1 300 pour 1986. Par des pré-retraites, des départs volontaires, nous restons à plus de 2 000 encore à l'usine.

Mais plus personne ne croit que la promesse de 1 300 emplois conservés sera tenue. Et pas grand-monde non plus ne croit aux reconversions et à la formation pour compenser les 2 300 emplois supprimés : 200 emplois vont être créés dont quelques dizaines d'emplois ouvriers seulement. Et en guise de formation, une centaine sont en stage parking qui ne débouchera pas sur grand-chose.

Alors l'annonce du plan acier et surtout les réactions de colère des bassins les plus touchés, comme Neuves-Maisons et Longwy, ont donné envie à une partie des travailleurs de marquer le coup.

La semaine dernière, un groupe de travailleurs a mis à sac les grands bureaux de l'usine, à l'initiative de militants de la CFDT. Et l'ensemble des travailleurs, même s'ils n'ont pas participé eux-mêmes à l'action, étaient plutôt pour qu'on fasse parler de Pompey. Il n'y a eu que la CGT à ne pas apprécier, sortant un tract pour prendre ses distances avec la casse des bureaux. La réflexion souvent entendue était que la CGT attendait que l'usine soit fermée pour faire quelque chose.

Mercredi, le jour de la grève générale en Lorraine, des bar-

rages routiers ont été installés un peu partout sur les routes par les travailleurs de Pompey. Et nous comptons partir sur Nancy avec les engins de l'usine. Un cortège s'est donc formé à Pompey, mais, à l'entrée de Nancy, il a été bloqué par les CRS, qui ne voulaient pas laisser passer les engins. Après quelques jets de boulons et des négociations entre les syndicats et la préfecture, les CRS ont finalement laissé passer les engins les moins dangereux, bloquant les engins à benne ou à fourche.

La manifestation de Nancy a déçu un certain nombre de travailleurs plus combattifs car les syndicats, et particulièrement la CGT, ont tout fait pour empêcher que la colère ne déborde : ils nous ont fait partir de la préfecture pour dissoudre le cortège au centre-ville, empêchant les engins et les travailleurs qui souhaitaient retourner à la préfecture de le faire. Un responsable CGT s'est même fait arroser de peinture en voulant empêcher un engin de retourner à la préfecture.

A Pompey, en 1982, les syndicats avaient déjà organisé de nombreuses marches et défilés bien sages. Aujourd'hui, une minorité de travailleurs plus combattifs pense que les promenades bien tranquilles dans les rues, ça ne suffit plus. Et pour le 13 à Paris, ils espèrent que ça ne sera pas une simple promenade sous la Tour Eiffel comme les syndicats en avaient organisé une il y a deux ans.

Correspondant LO

• La journée du 4 avril

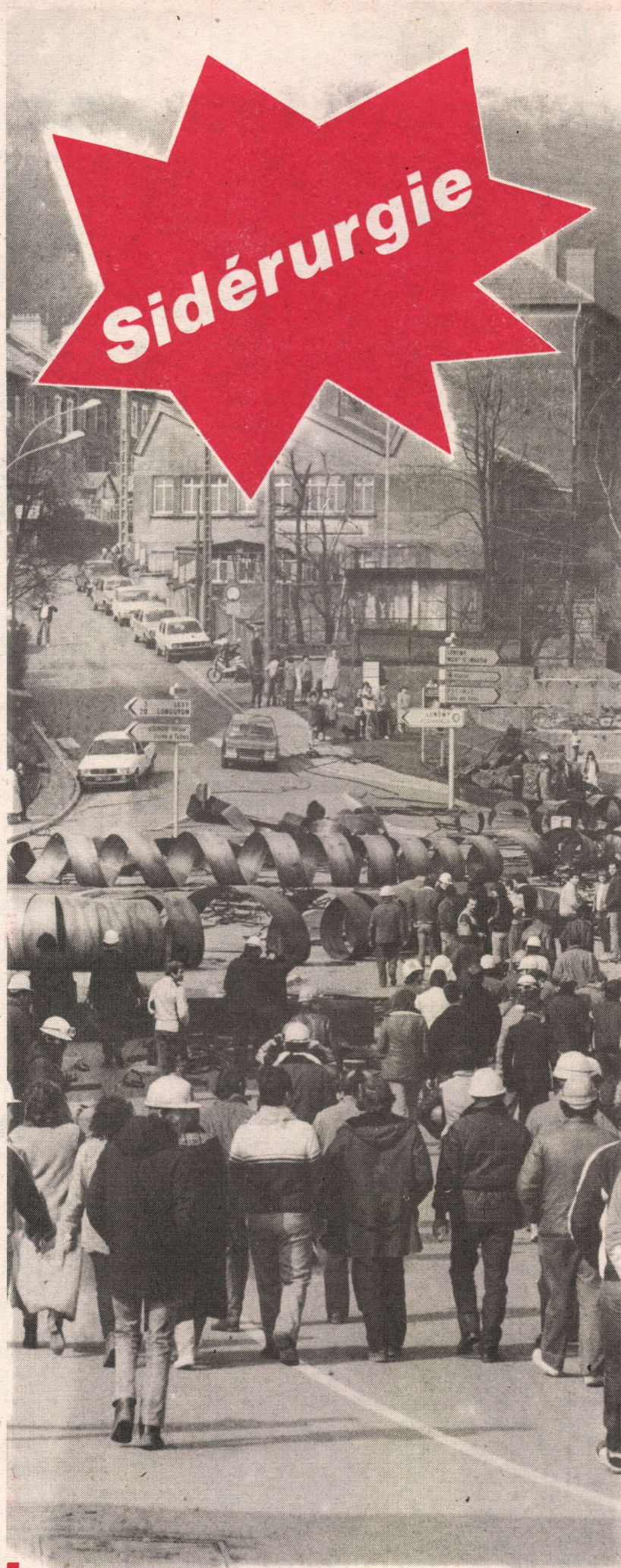
La journée de grève générale interprofessionnelle en Lorraine du 4 avril a été un succès à Neuves-Maisons. La grève commencée à 4 heures a pratiquement paralysé l'usine, bien que le blocage des portes ait été moins dissuasif que la semaine précédente. Assez peu de gens travaillaient, mais il est difficile d'estimer le nombre de travailleurs qui se pointeront grévistes.

La matinée s'est déroulée sans mobilisation particulière — l'intersyndicale n'avait à

proposer que le traditionnel blocage des routes, ce qui n'enthousiasme plus grand-monde. A l'entrée de l'usine les travailleurs commentaient favorablement les actions faites le matin par un groupe de gars : de la peinture sur la maison de Durupt, le député socialiste du secteur qui a particulièrement écœuré les travailleurs par ses prises de positions, et des graffiti sur le Trésor public de Neuves-Maisons.

La grande manifestation de l'après-midi à Nancy a été animée par la présence de travail-

leurs de Neuves-Maisons qui étaient montés très nombreux. « Neuves-Maisons vivra » était particulièrement scandé, et aussi des slogans frondeurs comme « Mitterrand t'es foutu, les Neu-Neu sont dans la rue ». Un Mitterrand fabriqué par les travailleurs d'un chantier a eu son petit succès. Porté par quatre travailleurs, il a fait le tour de la place Stanislas sous les applaudissements de la foule. Dans la manifestation, à son passage, les gens rigolaient, applaudissaient, prenaient des photos.



Sidérurgie

Colère ouvrière contre

Les mesures du plan sidérurgique : 8 000 suppressions d'emplois annoncées, de 20 à 27 000 prévues

« 21 000, 25 000, 27 000, je ne sais, suppressions d'emplois. Mais il n'y aura pas de licenciements ». Tels sont les propres mots de Mitterrand lors de sa conférence de presse du 4 avril.

C'est dire que la première estimation avancée après l'annonce du plan sidérurgique — 20 000 suppressions d'emplois — risque bien de se révéler très en dessous de la réalité, et que le gouvernement n'a pas l'air lui-même de savoir jusqu'où cela peut aller !

Pour l'heure, seules 8 000 suppressions d'emplois ont été annoncées de façon concrète.

Tout d'abord au complexe de Gandrange-Rombas, en Lorraine, où 2 000 emplois vont disparaître sur les 6 850 actuels. Le train à fil (fabrication de fils et câbles d'acier) sera fermé. En même temps, le projet de train universel (fabrication de produits longs profilés tels que poutrelles, rails, etc.) auquel des dizaines de milliers d'heures d'études avaient déjà été consacrées, est abandonné. A terme, il semble que ces deux mesures remettraient en cause l'existence même du complexe.

Viennent ensuite 1 230 emplois supprimés par la fermeture pure et simple de l'usine Ugine-Aciers de Fos-sur-Mer, une aciérie construite il y a tout juste dix ans, et qui passait pour le plus beau fleuron de la sidérurgie française.

Enfin des reconversions d'installations : des hauts fourneaux qui utilisent la fonte comme matière première seraient remplacés par des hauts fourneaux « électriques » qui utilisent de la ferraille. Ces derniers reviennent moins cher nous dit-on. En tout cas cette opération coûtera 1 750 emplois sur 2 300 à l'usine de Neuves-Maisons près de Nancy, et 3 000 sur 6 000 à Longwy.

Restent les 12 000 à 19 000 autres suppressions d'emplois, dont on ne sait rien. Qui sera concerné cette fois-ci ? Le gouvernement n'en a rien dit.

Ce qui est sûr, et cela complète le plan sidérurgique, c'est que 15 milliards d'investissements vont être débloqués pour permettre la modernisation des installations. Et si l'on en juge par l'exemple des hauts fourneaux « électriques », ces milliards ne serviront pas à créer des emplois, mais à en supprimer !

Les « mesures sociales d'accompagnement ». Ils se foutent du monde

Le « volet social » du plan gouvernemental, même après la conférence de presse de Mitterrand, n'a sûrement pas de quoi calmer les esprits.

Les licenciés de la sidérurgie, outre des plans de préretraite dont ni l'ampleur ni les conditions ne sont pas précisées, devraient bénéficier de « congés de reconversion » nouvellement inventés par le gouvernement. Mais il y a 10 000 à 15 000 de ces « congés » dont le financement est prévu pour l'ensemble constitué par la

sidérurgie, les charbonnages et les chantiers navals ! C'est très peu, même comparé au nombre de suppressions d'emplois prévues dans la seule sidérurgie.

De plus, ces « congés de reconversion » qui dureront au maximum deux ans, se traduiront quand même par une perte de salaire pouvant aller jusqu'à 30 %, et sans aucune garantie de retrouver du travail au bout des deux ans, malgré les assurances qu'a données Mitterrand lors de sa conférence de presse sur les progrès fulgu-

rants des « industries de pointe ».

Il serait également question d'une aide aux salariés qui accepteraient un emploi moins bien rémunéré. Cette « allocation temporaire dégressive » durerait deux ans et comblerait, nous dit-on, la perte de salaire... au début. Mais sous quelle forme et dans quelles conditions sera-t-elle versée ?

Quant aux mesures d'aide aux salariés qui créeraient leur propre entreprise, mieux vaut ne pas en parler...

mais les profits n'ont pas été laminés

C'est au nom des économies que le gouvernement a décidé ce plan. Mais des économies sur le dos des travailleurs, pas des capitalistes. Eux ne sont pas au régime de la rigueur, et ne l'ont jamais été. Pendant des années l'Etat leur a versé des milliards sur milliards. Evaluer le montant des aides à ces capitalistes en devient même un problème, tant les subventions, les prêts transformés en dons, et autres cadeaux par des biais divers se sont accumulés, suivis et chevauchés. On arrive déjà à plus de 100 milliards, en moins de 10 ans, si l'on ajoute aux 40 milliards du plan de sauvetage de 1979, les 17,5 milliards de francs d'investissements de l'Etat couvrant la période 1982-1986, et les 50 milliards d'aide prévus par la CEE pour 1980-1985. Ce n'est probablement qu'une partie

des subventions.

Et les capitalistes de l'acier ne se sont pas contentés d'engloutir des sommes. Au fur et à mesure que la crise s'aggravait, ils ont placé leurs fortunes au chaud. La presse peut souligner que Sacilor est la « victime » du plan gouvernemental. La famille De Wendel, qui comptait parmi les principaux successeurs de Sacilor, a depuis longtemps déjà dirigé ses capitaux vers d'autres secteurs : la CGIP, dont le capital est possédé par les héritiers De Wendel, possède aujourd'hui des participations dans 90 sociétés, dont Carnaud (12 000 salariés), qui fait un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs dans l'emballage, le groupe Allevard (7 200 salariés), qui fait 2,4 milliards de chiffre d'affaires dans les aciers spéciaux, un groupe de

sociétés produisant des engrais dont la société Cedest qui fait 1,5 milliard de chiffre d'affaires, la société Toles Inoxydables Gueugnon (2 300 salariés), qui fait 1,4 milliard de chiffre d'affaires, une banque, la banque Demachy. La CGIP possède en outre nombre de sociétés « de portefeuille », dont l'activité est la prise de possession d'actions d'autres sociétés, ce qui lui permet de tirer des profits dans le bâtiment et également de sociétés étrangères telles que l'Omnium Financier Luxembourgeois et le groupe néerlandais Oranje Nassau. Enfin, la CGIP a racheté aussi une partie de la société Gap Gemini, la plus importante société française de conseil en informatique. Et Usinor, qui de son côté, a utilisé les mêmes procédés, ne se porte pas mal non plus en ce

qui concerne ses activités privées. Ce ne sont pas les capitalistes de la sidérurgie qui iront pointer au chômage !

Quant aux travailleurs de la sidérurgie, ils ont déjà largement payé les largesses de l'Etat par des dizaines de milliers de suppressions d'emplois au cours de ces dernières années.

Et pourtant, aujourd'hui que l'Etat contrôle pratiquement toute la sidérurgie française, qu'il peut tout y faire, tout y décider, voilà le gouvernement qui repart sur la même voie.

« On ne peut pas consacrer tant de subventions à la sidérurgie qui est déficitaire », a dit Mitterrand le 4 avril, « il faut consacrer les crédits à des technologies d'avenir » et d'ailleurs, a-t-il ajouté, de toute façon, la CEE nous interdit de continuer à verser des subven-

tions après 1987. Foutaise !

Moderniser, rentabiliser, favoriser les secteurs de pointe, soi-disant pour ne plus avoir à verser de subventions aux frais des travailleurs, et garantir l'emploi. Tout ça c'est du pas nouveau ! Mais c'est quand même ce que Mitterrand a encore le culot de nous dire aujourd'hui, après tant de plans et de promesses non tenues par d'autres que lui, mais aussi par lui-même ! Et puis, dans quelques années, il nous dira encore qu'il s'était finalement trompé, et que de nouveau, il va falloir payer et accepter de nouveaux sacrifices.

Assez de mensonges ! Qu'il s'adresse donc aux De Wendel et autres anciens bénéficiaires des largesses de l'Etat : les travailleurs, eux, ont assez payé !

les licenciements

SACILOR : « merci François »

A Sacilor, et dans toute la vallée de l'Orne où se trouvent un grand nombre des usines sidérurgiques de Moselle, c'était la colère et la consternation à l'annonce des mesures prises par le Conseil des ministres le 29 mars : le train à fil de Gandrange sera fermé, et le projet de construction d'un train universel à rails, palplanches et poutrelles est abandonné.

Parmi les travailleurs dont l'emploi est directement menacé et qui, jusqu'au bout, avaient espéré que le gouvernement ferait un autre choix, il n'y avait qu'un seul sentiment : la colère.

La consternation était manifeste parmi les dirigeants syndicaux pour lesquels le train universel à Gandrange était et reste « le meilleur choix industriel possible », même si sa construction qui devait créer 700 emplois, entraînait 2 000 suppressions ailleurs...

Tout l'après-midi du 29 mars, les installations ont tourné au ralenti. Le poste de nuit n'étant pas décidé à prendre le travail, les syndicats ont proposé des actions : à une heure du matin, deux cents travailleurs allèrent occuper la gare de triage de Woippy, puis manifester dans les rues de Metz, à la gare et devant la préfecture à 3 heures du matin. A chaque endroit, ils se retrouvèrent face à un grand déploiement de CRS.

Routes coupées, fil déversé, mairies et perceptions badigeonnées de peinture, les actions se poursuivirent le vendredi matin. « Merci François », disent les bombages qui couvrent les mairies de la vallée.

A 14 heures, le 30 mars, à la reprise du poste d'après-midi, un rassemblement eut lieu au

portier. L'usine était vide, la grève est totale. « Les syndicats nous endorment avec leur musique de kermesse », dit un travailleur face aux sons débandant de la musique. « On a été trop gentils jusqu'à maintenant, il faut des actions dures »...

Tandis qu'un délégué CFDT proposait aux gars du Train à Fil, les plus directement menacés, de se retrouver entre eux pour faire des actions plus dures, l'intersyndicale annonça la suite de l'action prévue : grève générale en Lorraine le mercredi suivant, et marche sur Paris le vendredi 13.

Dans l'immédiat, elle proposa d'aller à Metz occuper la gare. Là, une compagnie de CRS en position de combat servait de comité d'accueil, devant l'entrée de la gare. Ce qui n'empêcha pas les sidérurgistes de monter sur les voles, aussitôt suivis par les CRS et un escadron de gendarmes mobiles venus en renfort. Une voie fut dégagée à coups de grenades lacrymogènes, le face-à-face se poursuivit sur les autres.

Ensuite, le cortège, toujours suivi par les cars de CRS, se reforma pour aller bloquer le centre ville et manifester aux cris de « Sacilor, c'est le TU, Sacilor, c'est le fil », mais aussi « Mitterrand, trahison ».

Le vendredi soir, à la reprise de 22 h, quand les responsables syndicaux annoncèrent qu'il fallait « lever le pied » et reprendre le travail pour mieux se préparer à la journée du 4 et à celle du 13, il y eut un flottement parmi les 200 travailleurs du portier aciérie. Certains disant : « Si on reprend le travail, c'est foutu ». D'autres pen-

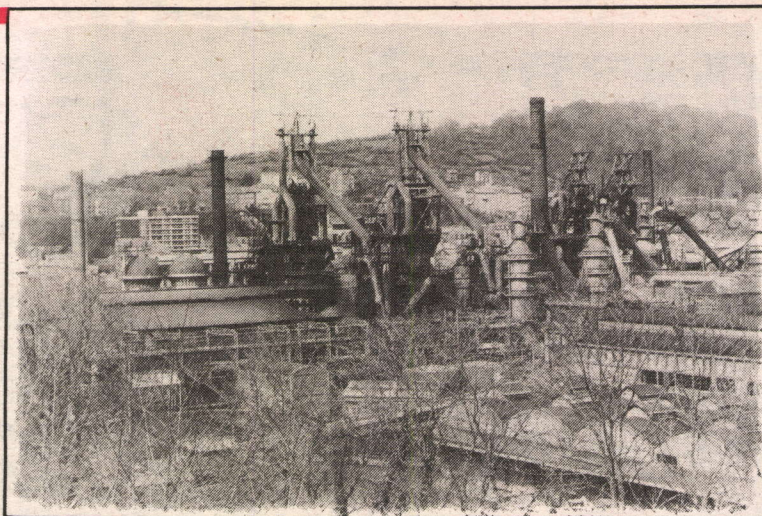
sant qu'il fallait continuer les actions dures sans rester pour autant en grève illimitée, mais ayant le sentiment d'avoir été trimbalés à droite et à gauche par les syndicats, qui prévoient tout à leur place, sans leur donner les moyens de décider ensemble. En effet, il n'y a pas eu de véritable assemblée générale, mais seulement des rassemblements à chaque portier, où les travailleurs se retrouvaient éparpillés. On apprit d'ailleurs qu'au portier Nord, les travailleurs étaient déjà rentrés au travail ; ceux qui voulaient continuer au portier aciérie, ne se retrouvèrent plus qu'à une trentaine.

Ils n'étaient pas démoralisés pour autant, bien au contraire. Ils décidèrent de s'organiser eux-mêmes à l'avenir, sans attendre tout des syndicats. Pendant tout le week-end, l'ambiance resta chaude dans les secteurs. On passa le temps à discuter, à mijoter de nouvelles actions, et à se préparer à la montée sur Paris. Dans les cafés, dans la rue, on ne discute que de ça. Certains confectionnent l'arme « infaillible » qui leur permettra de tenir face aux CRS, d'autres prévoient d'emmener les femmes et les enfants, et d'aller à l'Elysée, ou encore... d'aller sur la tour Eiffel pour la prendre en otage !

Les idées bouillonnent. Les inscriptions jaillissent sur les murs et les panneaux de signalisation : « Mitterrand, judas », etc.

Sur l'aciérie de Gandrange des travailleurs ont écrit en lettres rouges à 60 m de hauteur « Mitterrand trahison » l'aciérie est signée !

Toute la région est en effervescence.



Vue d'Usinor Longwy

(AFP)



Un sidérurgiste apostrophe Jean-Paul Durieux, député socialiste. (AFP)



Un sidérurgiste apostrophe Jean-Paul Delrieux député socialiste. (AFP)

« Longwy 79-84 »

Chacun se souvient, à Longwy, des émeutes des sidérurgistes entre décembre 1978 et septembre 1979, date de la signature de la Convention nationale de la sidérurgie. La sidérurgie qui occupait 12 000 ouvriers en 1979 n'en conservait plus que 6 700 en 1982. Aujourd'hui il reste 5 900 emplois à Longwy et le Plan acier annoncé le 29 mars, qui condamne le Train à feuillard de l'usine de Rehon, en supprime encore 3 000.

Jeudi 29 mars, à l'annonce du nouveau Plan acier du gouvernement, tout a recommencé comme il y a cinq ans. La réaction de Longwy a fait les titres et les commentaires dans tout le pays. C'est à Rehon que les choses ont commencé. L'équipe d'après-midi du Train à feuillard s'est rendue au centre des impôts, le premier à essuyer le coup de colère. L'hôtel des impôts saccagé, l'équipe se retrancha dans l'usine où, rapporte la presse, l'on se mit à désceller les rails de chemin de fer. Les gardes mobiles prirent position devant la porte de l'usine, interdisant l'entrée aux manifestants.

Commença alors l'envoi de jets de gaz contre les sidérurgistes restés à l'intérieur qui ripostèrent en jetant des boulons.

Dans la foule de plus en plus nombreuse à descendre dans les rues de Longwy, les langues se sont déliées. C'est le sentiment de trahison qui domine dans ces réflexions rapportées par Libération du 30 mars : un OS : « Le PS, c'est les plus grands faussaires. On est la plus grande escroquerie en France depuis 1981 » ; « On ne sait plus à quel saint se vouer, on est cocu ». Pour un autre : « On a enlevé des guignols, on a mis des charlots... ». Pour un retraité : « Il y a quatre ans, c'était notre tour, maintenant c'est à eux... S'il faut se battre, on se battra. Pour que nos enfants restent ici... ».

A 22 heures, heure où l'équipe de nuit se joint à l'équipe de jour, 4 000 personnes se sont rassemblées sur la place Leclerc de Longwy. Dans l'usine on tapait en cadence sur les rouleaux de feuillards pour « qu'ils entendent jusqu'à Paris ». Tout le monde se dirigea vers les locaux de l'Union des Industries et de l'Avenir du

Pays Haut. Le bureau de Bernard Labbé, maître des Forges de Gorcy, fut mis à sac puis ce fut le tour du siège du Parti Socialiste et ce fut la casse de la permanence de Jean-Paul Durieux, député PS.

La nuit se termina en face-à-face entre les gardes mobiles et les sidérurgistes de Longwy en colère.

Vendredi matin la place Leclerc était jonchée de feuillards, les rues envahies de barages de pneus calcinés, les usines en grève, le train à fil et le train universel paralysés. En position dans la ville, les CRS empêchaient les sidérurgistes de gagner le centre de la ville. Dans l'après-midi les manifestants, bulldozer en tête, se dirigèrent vers la ville basse. La télévision a montré comment, passant devant les socialistes venus protéger les restes de leur permanence, un ouvrier déclara à l'adresse de Jean-Paul Durieux : « Nous les ouvriers nous vous démissionnons ». A Longwy, ces soi-disant socialistes spécialisés dans les fausses promesses ont été, à juste titre, les cibles de la classe ouvrière.

Marseille : coup de mistral sur la Canebière

Les travailleurs des Chantiers Navals de La Seyne, La Ciotat et de certaines entreprises en difficulté de la région se sont retrouvés, le vendredi 30 mars, devant la foire de Marseille pour manifester.

C'est en déroulant du fil métallique, en bloquant les toupies de béton et en en déversant le contenu sur la chaussée que les travailleurs d'Ugine Acier, dont la fermeture avait été annoncée la veille, ont annoncé leur arrivée.

Dans la foire un meeting s'est tenu, pour protester contre ces licenciements.

Les ouvriers d'Ugine Acier se sont ensuite dirigés vers le centre-ville.

Leur marche était ponctuée par l'éclatement des panneaux publicitaires, abri-bus, cabines téléphoniques et feux de croi-

sement systématiquement détruits.

Aux croisements importants un camion déversait des rouleaux de fils métalliques qui étaient déployés et enchevêtrés pour bloquer la circulation.

Au milieu, un feu de pneus, dans lequel quelques uniformes de flics étaient symboliquement brûlés.

A midi trente, sur la Canebière, beaucoup de monde s'arrêtait, surpris devant cette détermination, quelques applaudissements fusèrent.

Une réflexion d'un travailleur d'Ugine-Acier : « Notre P-DG s'est vanté d'avoir des ouvriers dociles et compréhensifs. Eh bien il va voir, on va montrer qu'on n'est pas prêts à se laisser faire ».

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

Chantiers navals de Dunkerque

Journée de bagarre

Vendredi matin 30 mars, 1800 travailleurs des Chantiers de France, réunis devant l'usine, attendent la prise de parole de l'intersyndicale. Mais déjà tout le monde sait que les soi-disant commandes sont bidon et que maintenant, il n'y a plus grand-chose à espérer.

Comme beaucoup le disent : « Ils veulent liquider le chantier de Dunkerque ».

Le bruit circule parmi les travailleurs que cette fois-ci, il faut marquer le coup. La colère est grande.

Après une prise de parole très courte, les délégués proposent une nouvelle forme d'action : la construction de deux bateaux sans l'accord de la société Normed.

Fort mal comprise par beaucoup, cette proposition n'est de toute façon pas celle que tout le monde attendait ce vendredi matin.

Mais les délégués proposèrent la grève et la manifestation que tout le monde approuva.

Sans banderole ni son, le cortège se dirigea rapidement à la sous-préfecture. Les slogans donnaient le ton : « Union, action, des frondes et des boulons », « Mitterrand, si tu continues, on te bottera le cul ».

A peine arrivés devant la sous-préfecture, la colère explosa. Les boulons volèrent et les CRS ripostèrent par des jets de grenades lacrymogènes et déflagrantes.

Les affrontements durèrent ainsi dans Dunkerque de 9 heures du matin à 18 heures.

S'il n'y avait qu'une partie des travailleurs dans l'action, le reste des ouvriers regardait très favorablement, approuvant leurs camarades.

Beaucoup de travailleurs sont écœurés et en colère et accusent ouvertement le gouvernement de les laisser tomber.

La navale n'a pas dit son dernier mot et beaucoup pensent que c'est un début.

Correspondant LO



Des ouvriers de la Navale rassemblés, en janvier dernier, devant le siège parisien des Chantiers.

Crédit Lyonnais

Le siège en état de siège

Mercredi 28 mars, en venant travailler le matin au siège du Crédit Lyonnais, nous trouvons presque toutes les portes fermées, sans compter les cars de CRS stationnés devant l'entrée principale. C'est la surprise dans le personnel.

A 10 heures, on ne peut même plus sortir du Siège, ni nous, ni les clients, qui sont renvoyés vers une petite porte dérobée.

De plus l'entrée principale est garnie d'une horde de CRS prête au combat.

Certains d'entre nous, qui avaient lu un tract CGT distribué le matin, émettaient l'idée que c'était peut-être pour la venue des tanneurs d'Annonay dont l'usine était en faillite et qui venaient en manifestation demander de l'argent au Crédit Lyon-

nais, un de leurs banquiers. Et en effet, peu de temps après, le hall du Crédit Lyonnais fut envahi par une cinquantaine de tanneurs qui étaient passés par une petite porte et qui réclamaient de l'argent.

Beaucoup d'entre nous étaient écœurés que la direction ait appelé les CRS contre des travailleurs et des réflexions fusaient : « C'est bien la peine d'avoir un gouvernement de gauche », « Sous Giscard, les travailleurs de Boussac avaient trouvé les portes fermées et maintenant, non seulement, ils ont toujours les portes fermées, mais en plus ils ont les CRS ».

Bravo, monsieur le P-DG socialiste !

Correspondant LO

DBA (Beauvais)

Le patron supprime des cars... pour réduire le personnel



La descente des cars, à DBA-Beauvais.

La direction de l'usine DBA (Ducellier, Bendix, Air Equipement) de Beauvais, usine de fabrication de freins pour l'automobile, vient d'annoncer son intention de rentabiliser le service de cars de « ramassage » du personnel. Ainsi, dans une note de service, elle calcule que le coût moyen annuel par personne prenant le car en dehors de Beauvais pour venir à l'usine est de 3 755 F et estime que c'est beaucoup trop cher ! Pourtant, quand ses affaires marchaient mieux et qu'elle avait besoin d'embaucher, elle faisait de la publicité pour son service de cars afin d'attirer même les gens éloignés de Beauvais.

Sur les quelque 1 350 travailleurs de l'usine, plus de la moitié vient des villes alentour et il n'y a bien sûr pas de moyen de transport pour venir à Beauvais aux heures de travail, la majorité des travailleurs étant en équipe ; prendre le car, cela veut dire pour certains se lever à 3 heures

du matin.

Il y a actuellement 16 lignes de cars qui sillonnent la région pour amener 582 personnes en dehors des habitants de Beauvais. L'objectif de la direction est de réduire le coût des transports, en réduisant les détours et le trajet. Après ces modifications en cours d'étude, il y aurait, toujours d'après elle, 582 personnes « susceptibles » d'être transportées. Mais il faut comprendre par là que si le car passe à 4 ou 5 kilomètres du domicile, la personne qui l'utilise est « susceptible » d'être transportée : à elle de se débrouiller pour se rendre à l'arrêt !

S'il y avait des solutions pour réduire les trajets sans nuire aux personnes transportées, on se demande vraiment pourquoi la direction n'y a pas pensé plus tôt. Elle agit ainsi pour faire des économies mais surtout, cela s'inscrit dans une politique plus globale de réduction des effectifs en douceur. Depuis plusieurs an-

nées déjà, elle cherche à diminuer le nombre de travailleurs. Elle s'est servie pour cela de la prime aux départs volontaires, des pré-retraites, et de multiples tracasseries : déplacements continus d'une machine à une autre, d'une chaîne à une autre, augmentations des cadences, surcroît de travail.

Les études de la direction sur la rentabilisation du service de cars s'inscrivent dans ce contexte.

Cela a commencé par la suppression pure et simple d'une ligne. Treize travailleurs se sont retrouvés sans car. Une femme, n'ayant plus les moyens de se rendre à l'usine, a démissionné.

Ainsi DBA, tout en faisant des économies, diminue petit à petit ses effectifs. Le directeur peut toujours ensuite annoncer en réunion de Comité d'entreprise : « Il n'y aura pas de licenciements, que des départs volontaires... ».

Correspondant LO

Crédit Lyonnais Rillieux (Rhône)

Un mauvais coup de la direction qui n'est pas passé inaperçu

Mercredi 28 au soir, la direction du Crédit Lyonnais Rillieux faisait savoir à un jeune embauché à l'essai au début du mois, qu'il ne ferait plus partie du personnel à compter du lendemain soir. Motif : il ne faisait pas l'affaire.

Dès le lendemain matin, l'ensemble du service (le Traitement-Chèques) voulait faire quelque chose pour que la direction revienne sur sa décision. Dans un premier temps, la CFDT

et FO étaient reçus à 11 h par la direction qui ne voulait rien savoir.

Et l'après-midi, la presque totalité du personnel du Traitement-Chèques portait une pétition à la direction réclamant que leur camarade ne soit pas mis à la porte et, puisqu'il était à l'essai et que le travail est assez dur aux chèques, qu'il fasse l'essai dans un autre service. Pendant le même temps, d'ailleurs, en région U, service où il manque du

personnel, une pétition recueillait une majorité de signatures.

Le directeur n'a toujours rien voulu savoir et a précisé que, dorénavant, les embauches seraient sévèrement contrôlées. Selon ses dires, aux débuts du centre, la direction a embauché massivement sans contrôler la « qualité ».

On espère en effet que le Crédit Lyonnais cessera d'embaucher des directeurs de ce genre !

Correspondant LO

Usinor Dunkerque

Les bureaucrates syndicaux s'accrochent à leur monopole



Les élections des délégués du personnel ont eu lieu à Usinor-Dunkerque. Dans le deuxième collège, il y a eu 52 % de suffrages exprimés. Mais dans le collège ouvrier, le quorum n'était pas atteint, le taux de participation n'étant que de 43 %. Un second tour, avec candidatures libres, devait donc avoir lieu les 2, 3 et 5 avril.

Un certain nombre de listes étaient envisagées, dont celle du SLT, Syndicat de Lutte des Travailleurs. Ce syndicat, formé à Usinor-Dunkerque il y a quatre ans, à l'initiative de militants révolutionnaires, n'est pas reconnu officiellement et avait appelé à l'abstention afin de présenter des candidats au deuxième tour.

Mais les bureaucrates syndicaux de la CGT et de la CFDT contestent : ils ont fait une demande en référé auprès du tribunal d'instance de Dunkerque afin d'invalidier le premier tour. Selon eux, les élections auraient été mal organisées, les travailleurs n'auraient pas eu assez de temps pour aller voter. Pourtant, le temps d'ouverture des bureaux de vote a été prolongé cette année, à la demande des syndicats justement (40 heures au lieu de 24 heures) et un bureau de vote a été ajouté.

D'autre part, les élections se sont déroulées de la même façon dans les deux collèges et les syndicats ne contestent que le premier collège, là où le quorum n'a pas été atteint.

Visiblement, tout cela n'est que prétexte : les bureaucrates syndicaux mettent tout en œuvre pour que ni le SLT ni d'autres listes ne puissent se présenter au suffrage des ouvriers.

Pourtant, à l'annonce des résultats, bien des ouvriers ont montré leur satisfaction et se disaient contents de pouvoir voter pour des listes libres.

Apparemment, la démocratie, c'est surtout aux dirigeants syndicaux que cela ne plaisait pas.

Correspondant LO

Non à la dissolution de la section CGT de l'hôpital-Sud à Bordeaux

Le 13 mars dernier, le bureau du syndicat CGT des hôpitaux du Centre Hospitalier Régional de Bordeaux annonçait qu'il mettait à l'ordre du jour de la réunion de la Commission exécutive prévue le 20 la dissolution de la section et du bureau CGT de l'Hôpital-Sud.

La section CGT de l'Hôpital-Sud a été créée en 1975 à l'initiative d'un militant de Lutte Ouvrière. Cette section, implantée sur trois hôpitaux — les USN, la Cardiologie et la maison de retraite du Haut-Levêque — est une section bien vivante et démocratique. Elle regroupe à l'heure actuelle 134 syndiqués et tous les courants d'opinion sont représentés dans le bureau, élu démocratiquement en assemblée générale. Notre section syndicale et son bureau n'ont pas l'heur de plaire aux dirigeants syndicaux du CHR, qui lui reprochent son indépendance vis-à-vis des partis au pouvoir, sa liberté de critique vis-à-vis de la politique gouvernementale de blocage des salaires, de restrictions budgétaires et de licenciements massifs d'auxiliaires. L'Hôpital-Sud fait partie du CHR et son syndicat CGT est une section syndicale du syndicat général des hôpitaux.

L'initiative de ce coup de force revient aux dirigeants de la CGT, R. Lartirigoyen et H. Moncla, tous deux membres du Parti Communiste, qui ont l'objectif de faire du congrès des hospitaliers CGT, prévu les 17 et 18 avril, et maintes fois repoussé, un congrès truqué, unanime, puisque toute opposition aura été éliminée.

À l'annonce de la préparation de cette opération de police, 14 membres du bureau CGT de l'Hôpital-Sud lançaient une pétition de protestation auprès des syndiqués du CHR. Elle recueillit cent signatures sur l'Hôpital-Sud et une soixantaine sur les autres hôpitaux. En même temps, le bureau du syndicat diffusait une lettre ouverte aux militants et syndiqués CGT sur les différents hôpitaux et les principales entreprises de Bordeaux, invitant tous ceux qui voulaient protester contre ce coup de force à se rassembler mardi 20 mars à l'hôpital Pellegrin où devait se tenir la Commission exécutive.

Finalement, le 20 mars, le lieu de réunion de la Commission exécutive était changé au dernier moment par les dirigeants du syndicat général qui préféraient se réunir loin des hospitaliers et qui se retrouvèrent à la Bourse du Travail. Malgré cela, de nombreux syndiqués CGT des hôpitaux étaient présents le jour de la Commission exécutive pour soutenir la section CGT de l'Hôpital-Sud. Une banderole « Pour la démocratie ouvrière, non à la dissolution de la CGT de l'Hôpital-Sud » était apposée devant la Bourse du Travail. Après trois heures de débats houleux, les membres de la Commission exécutive décidaient la dissolution par 22 pour, 2 abstentions, 1 contre et 8 refus de vote. Ainsi donc, de façon antidémocratique, les membres ou proches du PCF, dont la grosse majorité ne travaille pas à l'Hôpital-Sud, décidaient la sup-

pression pure et simple d'une section de 134 adhérents !

L'après-midi même, des membres de la CE passaient dans les services de l'Hôpital-Sud, diffusant un tract intitulé « Pour la CGT dont le personnel de l'Hôpital-Sud a besoin », annonçant la mise en place d'une nouvelle direction constituée par un collectif de travail et précisant que la section syndicale n'était pas dissoute et restait adhérente du syndicat général : seul le bureau était éliminé ! L'accueil fut frais, les syndiqués CGT n'admettant pas ces méthodes stalinienne et étant solidaires des camarades du bureau dissous à qui ils accordent leur confiance.

Le lendemain, 21 mars, la section syndicale CGT de l'Hôpital-Sud diffusait un nouveau tract dénonçant sa dissolution qui affaiblit gravement et discrédite la CGT et déclarant cette dissolution nulle et non avenue. Hugnette Moncla, dirigeante syndicale et militante du PCF déclarait dans le journal local *Sud-Ouest* du 22 mars : « Nous allons peut-être perdre quelques adhérents, c'est vrai, mais nous en gagnons d'autres... » Le 21, le bureau dissous appelait également à une conférence de presse pour dénoncer publiquement ces pratiques indignes du mouvement ouvrier.

Le 22 mars, des assemblées de syndiqués prévues depuis plusieurs semaines étaient destinées à préparer le congrès du syndicat général des 17 et 18 avril. Le syndicat général, dans un tract et une lettre envoyée individuellement à chaque syndiqué de l'Hôpital-Sud, appelait à ne pas participer au vote et annonçait que ces assemblées générales n'auraient pas lieu. Le soi-disant collectif, nouvelle direction antidémocratique, émanation de la Commission exécutive et non des syndiqués, n'avait aucune envie de s'expliquer devant eux et annulait purement et simplement les assemblées générales.

Malgré ces pressions, elles ont bien eu lieu, et 89 syndiqués ont tenu à élire démocratiquement un nouveau bureau de 18 membres comprenant les « dissous » par la Commission exécutive. Ce vote est un désaveu de la décision prise par la Commission exécutive, apportant la preuve que la section est bien vivante et que le bureau est bien représentatif.

La section syndicale de l'Hôpital-Sud décida de faire un meeting de soutien le mercredi 28 mars, à l'Athénée municipal de Bordeaux, appelant tous ceux, qui, à la CGT et parmi les travailleurs, sont attachés à la démocratie et à la liberté, à venir les soutenir. Une motion contre la dissolution de la section circule, d'une part vis-à-vis des militants et syndiqués CGT des entreprises de Bordeaux, et d'autre part vis-à-vis des syndiqués des hôpitaux, appelant à la solidarité et à ce que le congrès des 17 et 18 avril désavoue la décision arbitraire, anti-statutaire et antidémocratique prise par la Commission exécutive, entérinant le vote et les décisions des syndiqués de l'Hôpital-Sud, seuls habilités à décider du fonctionnement de leur section.

Correspondant LO



Les syndiqués CGT (Hôpital-Sud) protestent devant la Commission exécutive du syndicat général des hôpitaux. (20.03.84) Ph. LO.



La tribune lors du meeting du 28 mars contre la dissolution de la section CGT de l'Hôpital-Sud de Bordeaux.

□ Le meeting de protestation du 28 mars

Mercredi 28 mars, la section dissoute CGT de l'Hôpital-Sud avait organisé un meeting de soutien qui a rassemblé 180 personnes, employés des hôpitaux et travailleurs d'autres entreprises.

Deux camarades du bureau sont intervenus. L'un pour raconter l'histoire de la section, dix ans de vie syndicale démocratique, section dans laquelle tous les courants ont toujours pu s'exprimer librement, et qui est toujours restée indépendante des partis au pouvoir. Et l'autre, expliquant les raisons pour lesquelles aujourd'hui certains dirigeants de la CGT cherchent à éliminer toute critique ou

contestation, au moment même où le gouvernement vient de décider de jeter à la rue 25 000 travailleurs de la médecine.

Une camarade infirmière à l'Hôpital Pellegrin, membre de la Commission exécutive de la CGT et militante de la LCR, est aussi intervenue en solidarité avec la lutte de la section.

Actuellement, une pétition circule dans toute la CGT pour protester contre ces méthodes stalinienne. Cette pétition sera présentée au congrès CGT du CHR qui aura lieu le 18 avril, et au cours duquel la section dissoute a bien l'intention de se faire entendre.

DANS
LES ENTREPRISES

AZF (ex-APC) Toulouse

On restructure sur le dos des ouvriers

Depuis le début de l'année l'APC (Azote et Produits Chimiques) n'existe plus. Après la nationalisation de Pechiney-Ugine-Kuhlman le plan du gouvernement a prévu des regroupements autour de secteurs de production. L'APC, filiale de CDS chimie, a donc absorbé la GFSA, filiale engrais de Rhône-Poulenc, et prend le nom de AZF (Azote et Fertilisants CDS chimie). Cela, c'est l'aspect juridique des choses car AZF produit toujours de l'engrais et de l'ammoniaque comme l'ex-APC. Mais comme dans d'autres secteurs industriels, la mode est à la restructuration, la modernisation.

Il faut dire que l'usine de Toulouse n'est pas toute récente. L'ancêtre de l'APC, l'ONIA (Office National Industriel de l'Azote) fut créé en 1923 suite à la récupération de dommages de guerre: l'office était chargé d'exploiter des procédés allemands de fabrication d'ammoniaque et d'acide nitrique. 1923, c'était il y a 60 ans et certains secteurs de l'usine sont encore de ce début de siècle. Alors, la modernisation de certains ateliers et de certains appareillages de fabrication, ce n'est sans doute pas du luxe, autant pour les ouvriers qui y travaillent que pour ceux qui habitent les cités HLM avoisinantes. Seulement la modernisation, c'est aussi la rentabilisation. C'est-à-dire que les ouvriers de l'usine ont toutes raisons de s'en méfier.

LA DIRECTION VEUT REDUIRE LES EFFECTIFS

En 1966, il y avait près de 4 000 personnes à l'usine de Toulouse, aujourd'hui il y a 1 100 personnes, 700 employés et employées et près de 400 personnes au siège. Il y aurait, modernisation oblige, 300 personnes encore en trop. De ces 300 suppressions d'emploi, on parle depuis plus d'un an. Le directeur de l'usine essaie de procéder en douceur pour réduire les effectifs. Il faut dire que l'usine a une réputation méritée

sur la ville de Toulouse. Il y a eu des grèves retentissantes. En 1968, il y avait eu 600 suppressions d'emploi et en 1974, il y avait eu 2 000 suppressions d'emploi sur tout le groupe. Il y a souvent des débrayages, des manifestations et une implantation syndicale de longue date. Plusieurs centaines de travailleurs sont syndiqués. La *Dépeche du Midi* le journal local ainsi que les informations régionales à la télévision parlent souvent de l'usine et des mouvements qui s'y produisent.

Depuis 1981 il y a eu des débrayages sur des problèmes d'atelier, de révisions des coefficients, de primes liées au travail posté, 500 ouvriers sont en 3x8. En mai 1983, il y a presque un an, il y avait eu 24h de grève lancée par la CGT au sujet des suppressions d'emploi envisagées, au nombre de 300. Aujourd'hui, ces suppressions d'emploi commencent à devenir effectives.

D'autre part, depuis deux ans, il y a eu des mouvements dans l'encadrement et les sphères de la direction. Il s'agit de nouveaux chefs de service, de nouveaux directeurs, plus jeunes qui vont « au contest » comme ils disent, ils n'ont pas peur de descendre dans un atelier à côté des gars et puis ils répondent aux tracts syndicaux qui les mettent en cause.

Au bout de presque un an de négociations avec les syndicats,

la direction propose un licenciement collectif pour cause économique pour les plus de 56 ans, avec signature d'une convention FNE ou versement de l'indemnité conventionnelle de licenciement et cela, à partir de juin 1984 jusqu'à la fin 1985. Les gars concernés ne sont pas fâchés de quitter l'usine mais pas à n'importe quelles conditions bien sûr, et ils sont inquiets à cause sans doute de la profusion des informations de la direction au sujet des avantages comparés de l'une ou l'autre forme de départ. La CGT a d'ailleurs sorti un tract conseillant aux personnes concernées de demander leur indemnité conventionnelle de licenciement: « *Ceux-là tiendront au moins quelque chose de sûr* ». Les personnes concernées comptent et recomptent, lisent les tracts syndicaux avec la machine à calculer, chacun a sa version, mais tout le monde sent bien que la seule qui y gagne, c'est quand même la direction. Pourtant la CGT et la CFDT ont finalement signé le protocole d'accord.

UNE MODERNISATION QUI PASSE MAL

La direction a fait des réunions d'atelier. Elle y a fait le point sur les postes à moderniser ou à supprimer d'une part et sur les départs à 56 ans d'autre



part et a parlé de sureffectifs sur l'atelier en faisant comprendre aux gars qu'il faudra envisager certaines mutations en journée par exemple ou ailleurs, dans d'autres services.

Il y aurait ainsi sur l'usine malgré les départs à 56 ans un sureffectif de 60 personnes.

Face à cela du côté des ouvriers, c'est un peu l'attentisme, du côté des syndicats la CGT a étudié un contre-plan de modernisation, étude qui a accouché de rien du tout. Les réunions d'atelier ne sont pas terminées mais déjà dans certains secteurs, l'inquiétude des ouvriers s'est traduite par des coups de colère. Ainsi à l'atelier NA (production de nitrate et d'ammonium, engrais azotés de 100 tonnes par jour), la réunion s'est déroulée dans une ambiance houleuse. Il y avait une trentaine de gars; le chef du personnel et son équipe de bureaucrates. Actuellement, l'atelier fonctionne avec 16 postes par équipe. Avec la modernisation de certains équipements, la direction va passer à 10 postes par équipe. Le compte est vite fait: il y a 5, 4 ouvriers par poste, 6 postes en moins, cela veut dire 30 ouvriers en trop. Comme il y a 15 départs à plus de 56 ans, cela fait un sureffectif de 15.

Donc il y a eu du remue-ménage, des gars disaient « *être mutés à la journée, ça ne m'intéresse pas si on perd de l'argent* » ou bien « *ce n'est pas parce qu'on n'a pas de bagage qu'on doit se retrouver au chômage et faire ses valises* ». Ou bien, « *on fait marcher les casseroles depuis des années et maintenant on nous remercie parce qu'on ne sera pas capables de faire fonctionner les nouveaux appareillages* ». Le chef du personnel annonçait « *on verra le résultat des réunions sur l'ensemble de l'usine* ». Mais il faudrait peut-être aussi qu'il compte avec les réactions des travailleurs.

LE MENACE A PAYER

Dans les services NA sur le poste des concentrateurs qui est un poste modernisé, le coefficient du poste a été augmenté.

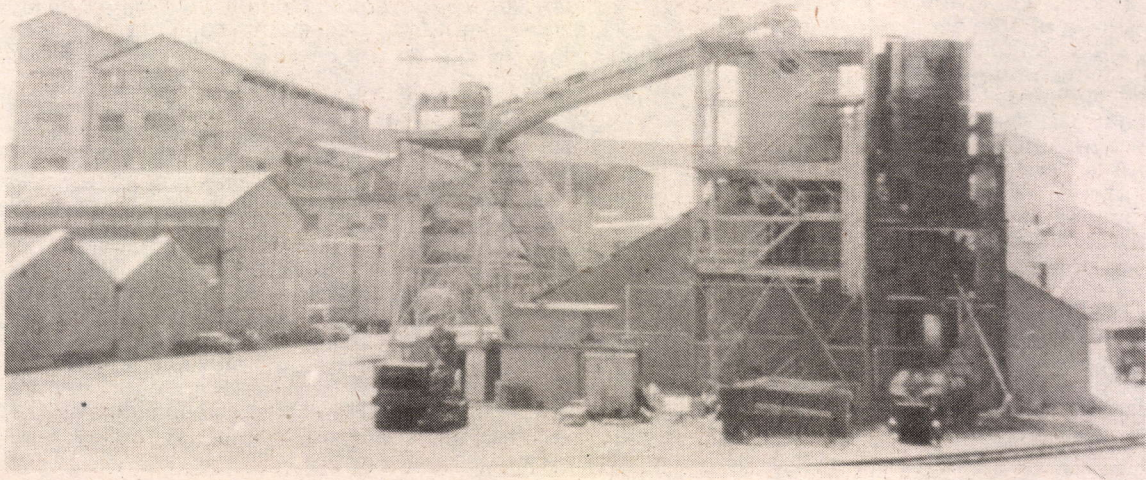
Et les 5 ouvriers qui y travaillaient ont été remplacés par des conducteurs plus qualifiés. Les anciens conducteurs ont donc fait une pétition, une visite chez le chef de quart et le chef de service. Ils ont eu l'assurance qu'ils seraient reclassés dans un autre poste de l'atelier, mais bien sûr sans compter sur une augmentation de coefficient. Quant aux 5 nouveaux conducteurs ils protestèrent dans une lettre car on leur imposait de faire eux-mêmes par écrit une étude de poste pour une « *réévaluation éventuelle du coefficient* ». Ils réclamaient le coefficient du poste sans étude. Ils ont menacé de ne pas manœuvrer sur certains appareillages qui ne sont pas encore au point. Ce fut efficace car ils ont eu gain de cause.

INQUIÉTUDES A KXB

A KXB où on réalise la synthèse de l'hydrogène et de l'azote pour produire l'ammoniaque, les compresseurs n'en peuvent plus. L'arrêt de l'atelier est prévu, la synthèse sera prise en charge totalement par un autre atelier très modernisé, le MR, qui produit 1 000 tonnes par jour.

Que l'atelier KXB s'arrête, ce n'est pas trop tôt bien sûr, il vaut mieux l'arrêter avant qu'il nous saute à la figure. Avec les vapeurs d'ammoniaque 8 heures par jour, ajoutées à celles du chlore de l'atelier d'acide chlorhydrique de l'atelier d'à côté, ce n'est vraiment pas du luxe. Mais l'inquiétude règne quant à l'avenir des ouvriers concernés. Moins d'un quart de l'effectif sera affecté au MR le nouvel atelier, les autres seront « *distribués* » un peu partout dans l'usine. Ils auront de la formation. Pour le moment, il n'y a guère eu de réaction, les gars sont un peu divisés et attendent. Ce ne sont que des exemples bien sûr, mais significatifs des intentions des patrons. Rien ne dit que cela passe comme une lettre à la poste. A l'APC, les coups de colère des ouvriers, on en a déjà vu. A AZF, il n'y a pas de raison que cela ne continue pas.

(correspondant LO)



Usines
Peugeot (Sochaux)

DANS
LES ENTREPRISES

Vote sanction aux élections de délégués du personnel

Un millier de travailleurs ont exprimé, en s'abstenant ou en votant nul, leur désapprobation de la politique des organisations syndicales les plus liées aux partis de gauche et au gouvernement (CGT et CFDT).

C'est ce qui ressort de l'analyse des résultats des élections de délégués du personnel qui ont eu lieu à Peugeot-Sochaux fin mars. Ils font apparaître 397 abstentions supplémentaires par rapport à 1983 et 520 bulletins nuls de plus que l'an passé.

Des abstentionnistes n'ont pas caché leurs motivations. A qui leur demandait leurs raisons, ils répondaient : « De toute façon, ça ne sert à rien ». En tout cas leur geste a été fait en sachant que la maîtrise et les militants syndicaux ont des listes pointées de qui vote et qui ne vote pas.

Dans certains endroits, sur une chaîne de carrosserie, par exemple, l'avertissement est

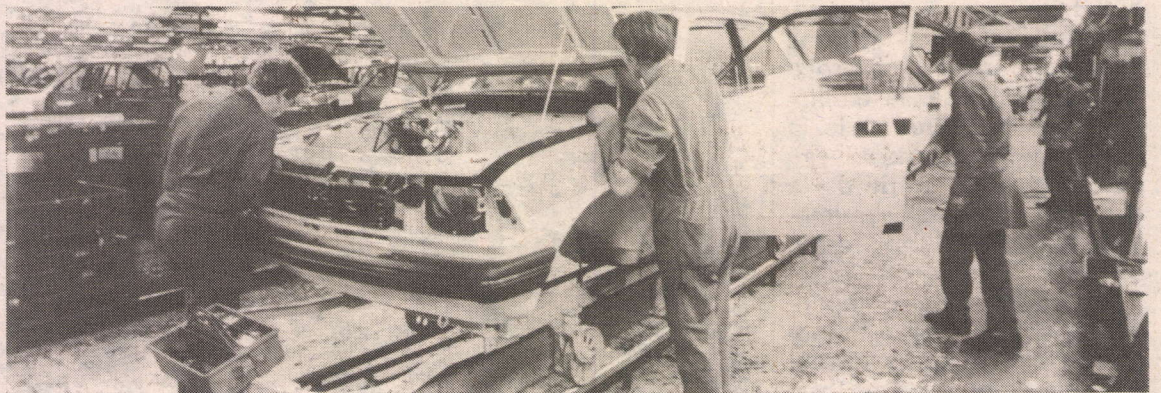
net : 124 travailleurs se sont abstenus sur 315 inscrits (soit 39 %).

Des militants syndicaux ont bien perçu qu'il y avait dans ces gestes une sanction contre leur organisation et certains ont refusé de distribuer le tract CGT qui annonçait... leur gain de 16 délégués, grâce à l'augmentation du nombre total des élus due aux lois Auroux.

Les nouvelles dispositions légales protègent peut-être les appareils syndicaux en leur donnant des postes supplémentaires, mais il y a aussi des militants qui sont plus sensibles à l'estime de leurs camarades de travail qu'aux avantages que leur donne le gouvernement.

C'est une raison de plus, pour les 1 000 travailleurs qui se sont servis de leur droit de vote pour exprimer leur mécontentement, d'être satisfaits de leur geste.

Correspondant LO



Un accident grave à l'actif du patron

Le 1^{er} mars, à l'OCS-Ouest, atelier de professionnels, dans le secteur des maquettes où les ouvriers utilisent beaucoup de matière plastique, un travailleur a eu un bras arraché par un malaxeur, alors qu'il préparait du plastique.

Cette machine, utilisée depuis plus de vingt ans, ne comportait aucune protection. Les ouvriers du secteur avaient pourtant fait des suggestions pour améliorer la sécurité sur ces machines. Sans résultat, la réponse type de la direction étant : « C'est trop coûteux ». Même un responsable de la CRAM (Caisse Régionale d'Assurance Maladie), lors d'une visite dans cet atelier, en novem-

bre 1983, avait notifié à la direction que cette machine était dangereuse et qu'il fallait y installer des sécurités. Depuis, une étude était en cours !

Le lendemain de cet accident, un journal local accusait l'ouvrier accidenté de malveillance. De telles insultes blanchissant le patron ne pouvaient venir que de lui-même ou d'un auteur à sa solde. C'est à une soixantaine que les ouvriers du secteur sont allés en délégation à la direction pour qu'elle démente de tels propos. Par ce geste, ils voulaient faire savoir que Peugeot portait l'entière responsabilité de cet accident.

Le jour-même, une note

de la direction signalait aux ouvriers des maquettes qu'une enquête était en cours et que les conclusions du journal en question étaient malvenues. D'ailleurs le lendemain, ce même journal publiait un aveu.

Une semaine après l'accident, les malaxeurs étaient équipés de grilles de protection, des serrures électriques arrivaient de Lyon, des boutons d'arrêt d'urgence étaient fixés à portée de main...

Il aura fallu un accident grave pour que la direction mette en place un système de protection couramment utilisé dans une simple boulangerie !

Correspondant LO

	1 ^{er} COLLÈGE - TITULAIRES					
	1984	1983	Ecart. 84-83	% expr 1984	% expr. 1983	Ecart 84-83
Inscr.	21 663	22 794	- 1 131			
Vot.	18 188	19 716	- 1 528			
Expr.	16 485	18 533	- 2 048			
Nuls	1 703	1 183	+ 520			
CGT	7 062	8 113	- 1 051	42,84	43,77	- 0,93
CFDT	3 618	4 546	- 928	21,94	24,52	- 2,58
FO	2 448	2 157	+ 291	14,85	11,63	+ 3,22
CFTC	1 668	1 775	- 107	10,12	9,57	+ 0,55
CSL	1 690	1 928	- 238	10,25	10,40	- 0,15

Aubry (Saint-Florent-sur-Cher)

Usinor veut « dégraisser » aussi

Les bruits de licenciements qui couraient dans l'entreprise d'emboutissage Aubry ont été confirmés lors du Comité d'entreprise extraordinaire du 22 mars : 206 licenciements, soit le tiers d'entre nous.

En septembre 1982, le groupe nationalisé Usinor prenait le contrôle d'Aubry et annonçait un plan de relance et d'investissement, pour soi-disant sauver l'entreprise. En fait, pour empocher un paquet de milliards sous forme de subventions et de prêts d'Etat donnés généreusement par le gouvernement !

Car les mois ont passé sans qu'on ait vu le moindre investissement sérieux dans l'usine, si ce n'est dans les salaires de 11 nouveaux directeurs parfaitement incapables. A son arrivée, l'un d'eux n'a-t-il pas demandé ce qu'était un tire-palettes ? Il est « directeur de production » !

Ces gens-là ne sont payés plusieurs millions que pour nous licencier !

Alors, après deux journées de grève avec manifestation dans Saint-Florent, à une semaine d'intervalle, la colère nous a pris à l'annonce officielle de 206 licenciements.

Mercredi 21 mars, nous nous sommes mis spontanément en grève dès l'équipe du matin jusqu'à l'arrivée de la normale. Et là, nous avons été pratiquement unanimes à voter la grève à main levée.

Mais certains délégués CGT, qui auraient dû se sentir forts de notre soutien, n'ont rien eu de plus pressé que de nous faire revenir sur notre décision.

Eux avaient décrété que la grève c'était le lendemain, et pas un autre jour. Et pendant deux heures, ils se sont évertués à nous mettre en garde contre des « actions irréflechies ». Ils ont confectionné deux panneaux : l'un expliquant que la grève illimitée, c'était le lock-out et la réembauche un par un, et que le patron n'attendait que cela ; l'autre panneau vantant bien sûr tous les avantages des « actions diverses », « responsables ».

Ceci étant fait, ils décidèrent de refaire un vote, cette fois-ci à bulletin secret.

Mais, pas encore sûrs d'avoir mené à bien leur entreprise de démoralisation, ils ont même été jusqu'à nous obliger à prendre les deux bulletins quand nous n'en prenions qu'un.

Ecœurés par de telles méthodes d'intimidation, 383 ont fini par voter pour des « actions diverses ». Mais 76 d'entre nous ont maintenu leur vote pour la grève illimitée.

Et quoi qu'il en soit, nous avons tous fait grève, toute la journée, comme nous l'avions décidé.

Pour l'opération « ville morte » du lendemain, jeudi, nous avons défilé à un millier dans les rues de Saint-Florent. D'autres entreprises voisines ont débrayé pour nous soutenir.

Le lendemain vendredi, rien n'était prévu si ce n'est une délégation au siège d'Usinor à Paris, délégation qui trouva porte close et qui revint bredouille !

Il est vrai que le député-maire communiste de Bourges, Rimbault, avait déclaré la veille au rassemblement que la délégation « n'y allait pas pour se battre contre Usinor, mais pour sensibiliser la direction aux problèmes d'Aubry ».

Au moins c'est clair. Pour se battre contre les patrons, il y a un certain nombre de gens sur qui il ne faut pas compter.

Correspondant LO

Manufacture Tourangelle
de Confection (Tours)

Ras-le-bol sur les salaires

Le travail au rendement, des salaires qui atteignent tout juste 3.700 F alors que nous fabriquons des chemisiers vendus dans la ville même à plus de 1.500 F pièce, 3/4 d'heure de pause seulement le midi et un horaire de 41 heures par semaine à cause d'une prétendue « modulation » imposée par le patron pour nous faire récupérer à l'avance les ponts, les raisons de « ras-le-bol » ne manquaient pas à la MTC, une usine de confection de Tours, où nous sommes 440 à travailler, essentiellement des femmes.

La coupe a débordé à l'occasion des négociations sur les salaires début mars : le patron proposait 5,97 % d'augmentation, en tout et pour tout. Alors, le 8 mars, nous sommes allées à 150 lui parler dans son bureau à deux doigts des moustaches. Tout rouge et tout congestionné qu'il était, le patron, à s'en entendre dire des vertes et des pas mûres par les mécaniciennes en colère : « On aimerait bien le voir, lui, vivre avec moins de 4.000 F par mois » ; « En effet, ça ne doit pas être facile », a-t-il bafouillé...

Après cette journée mémorable, nous avons décidé que, puisque le patron veut du travail de qualité (les chemisiers que nous fabriquons portent la marque Yves St-Laurent, mais nos salaires, eux, n'ont que la marque MTC...), nous allions lui offrir du travail figolé. Mais pour avoir la qualité, il faut y mettre le temps. C'est pourquoi, pendant plusieurs jours, nous avons sorti du travail de très grande qualité... mais de très petite quantité !

Au bout de quelques jours, le patron a fini par réviser en hausse quelques propositions de salaires, pour la centaine de filles qui font le « St-Laurent » depuis trois ans. De plus, il vient comme par hasard de mettre fin à la « modulation » (horaires rallongés) qu'il nous imposait depuis cinq mois.

Il faut croire quand même que tous ses nouveaux bons sentiments ne sont pas sans rapport avec notre coup de colère.

Correspondant LO

IL Y A 150 ANS, LE 9 AVRIL 1834

La révolte des canuts lyonnais

Il y a cent cinquante ans, le 9 avril 1834, commençait la « sanglante semaine » des canuts lyonnais. C'était la première fois en France qu'une fraction de la classe ouvrière se dressait en tant que telle, contre le pouvoir de la bourgeoisie. Les insurgés lyonnais, durant plusieurs jours, tinrent tête aux troupes royales vingt fois plus nombreuses.

Installés à Lyon et dans ses faubourgs, à la Croix-Rousse, à Vaise, la Guillotière, les travailleurs de la soie, les « canuts », faisaient vivre la moitié de la seconde ville du royaume, avec leurs 30 000 métiers à tisser.

Ils ne formaient cependant pas une classe homogène. Selon l'expression du maître-ouvrier Pierre Charnier, « la canuserie est divisée (...) comme la société : elle a ses pauvres et ses riches, ses aristocrates et ses humbles sujets ». 8 000 d'entre les canuts étaient des « maîtres-ouvriers » — ou chefs d'atelier — propriétaires en moyenne de deux à six métiers à tisser installés à leur domicile et faisant travailler, outre leur femme et leurs enfants, 30 000 compagnons et apprentis.

Par bien des aspects donc, l'organisation du travail demeurait artisanale. Mais à la différence des corporations qui existaient sous l'Ancien Régime, les chefs d'atelier n'étaient pas des artisans, mais les salariés du fabricant (ou négociant) qui leur fournissait la matière première et leur payait le travail à la pièce.

C'est la soif de profit de ces fabricants, qui ne fabriquaient rien mais voulaient tirer du travail des canuts des bénéfices suffisants pour pouvoir se retirer des affaires en dix ou douze ans, qui déclencha la première révolte de novembre 1831.

1831 : UNE SEMAINE DE RÉVOLTE

Les canuts n'étaient pas les plus démunis des travailleurs, dans la France de Louis-Philippe. Ouvriers qualifiés, dans un secteur où la demande croissait sans cesse, ils avaient vu leur sort s'améliorer. Et par le fait qu'ils s'élevaient un peu au-dessus du sort misérable du prolétariat de cette époque, et possédaient une certaine culture, « ils avaient pris conscience de leur misère » et étaient d'autant plus sensibles à leur condition d'opprimés et à l'injustice. Des sociétés mutuellistes se constituèrent, des liens se nouèrent entre les différents travailleurs de la soie.

En prenant le pouvoir à la suite de l'insurrection des Trois Glorieuses de juillet 1830, le roi Louis-Philippe s'était proclamé le « père et protecteur du peuple » et avait promis de veiller à ses intérêts et sa liberté. Les



ouvriers lyonnais déchantèrent rapidement. En face d'eux, les fabricants restèrent tout aussi arrogants.

Après une baisse passagère en 1830, l'industrie de la soie fut de nouveau en pleine expansion l'année suivante. Mais les prix imposés par les fabricants restèrent très bas. Des pourparlers furent engagés entre canuts et fabricants pour la révision du tarif. 6 000 ouvriers descendirent dans la rue pour appuyer cette revendication. Démonstration pacifique, mais impressionnante de par le nombre et l'organisation. Un accord fut signé, sous la médiation du préfet, entre délégués élus des chefs d'ateliers et fabricants. Cependant, la majorité de ces derniers refusèrent d'appliquer le nouveau tarif.

Ressentant ce refus comme une injustice, les canuts se soulevèrent : ils refusèrent d'abord de travailler, puis la grève se transforma, le 21 novembre, en manifestation armée, puis en insurrection. Les barricades se dressèrent, surmontées de drapeaux noirs — signe de deuil — portant l'inscription qui devint la devise des insurgés lyonnais : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ». En trois jours, ils se rendirent maîtres de Lyon, que les privilégiés se pressèrent d'abandonner.

Les canuts ne cherchèrent pas à évincer les autorités locales. Mais ils mirent en place un véritable gouvernement municipal, le « Conseil des Seize », composé de chefs d'atelier qui étaient les dirigeants du mouvement. Préfet et conseillers municipaux se soumirent à son autorité. Ainsi, pendant plus d'une semaine, ce fut un véritable

gouvernement ouvrier qui administra Lyon, organisant les secours pour les familles des tisseurs, faisant régner l'ordre dans la ville en empêchant tout pillage. De l'avis général, Lyon n'avait jamais été aussi tranquille que pendant cette semaine-là !

Ce gouvernement prit fin lorsque les armées du maréchal Soult, fortes d'une vingtaine de milliers d'hommes, occupèrent la ville début décembre, et que le pouvoir en place annula le nouveau tarif si ardemment soutenu par les canuts. La répression se solda par des arrestations et des poursuites.

AVRIL 1834 : LA « SANGLANTE SEMAINE »

Les canuts ne furent pas brisés par l'échec de cette première lutte. Au contraire, leur solidarité, leur cohésion s'en trouvèrent renforcées.

Début 1834, après plus de deux ans pendant lesquels les canuts purent évaluer de quel côté se trouvaient les autorités, et où l'organisation mutuelliste se développa, tandis que les idées républicaines se répandaient, le mouvement repartit.

Une nouvelle baisse des tarifs en fut la cause. En février 1834, ce fut la grève. Aussitôt, les autorités, se souvenant de leur défaite de 1831, firent appel à l'armée, qui occupa la ville. Devant l'intransigeance des fabricants, les canuts interrompirent leur mouvement de grève au bout de dix jours. Treize « meneurs » furent arrêtés. Leur procès s'ouvrit le 9 avril.

Le pouvoir, cette fois, était décidé à briser féroce-ment les ouvriers de Lyon.

Sous les ordres du général Aymar, une garnison de près de treize mille hommes était sur pied. La place Bellecour fut occupée par l'artillerie.

De leur côté, les ouvriers se mobilisèrent. Le 9 avril, au moment où le procès s'ouvrait, une foule de quelques milliers d'entre eux se répandit dans Lyon, aux abords du Palais de justice, devant la Préfecture. Les premiers combats éclatèrent Place Saint-Jean, au pied de la colline de Fourvière. Lyon se couvrit de barricades. Le soir, si la troupe tenait toujours des positions au centre de la ville, les insurgés occupaient toutes les collines ; à l'ouest, les quartiers ouvriers de Saint-Jean, Saint-Paul et Saint-Georges, puis Saint-Just où se trouvait le télégraphe ; à l'est, la Guillotière ; au nord, Vaise et la colline de la Croix-Rousse. Au centre même, ils tenaient le quartier des Cordeliers.

La supériorité des troupes était en fait écrasante. Quelque 2 à 3 000 ouvriers auraient participé à l'édification des barricades, et un peu plus d'un millier à leur défense. Mais à peine la moitié avaient des armes, le plus souvent bien mauvaises. Pourtant, la reprise de la ville prit presque une semaine.

Car l'insurrection lyonnaise était profondément populaire. Les insurgés étaient chez eux, dans leurs quartiers, au milieu de la population. De l'aveu d'un journal de l'époque, « les seuls quartiers tranquilles étaient ceux qu'occupaient les insurgés ; on y circulait librement et en sûreté ; on n'y vivait pas sous le régime de l'état de siège et de l'arbitraire ». Au milieu des leurs, parmi leurs proches,

les ouvriers lyonnais se battirent avec d'autant plus d'acharnement, maison par maison, dans les ruelles et les « traboules » du vieux Lyon.

Pour la troupe, par contre, tout habitant était un ennemi en puissance. Ordre fut donné de tirer sur tous ceux qui apparaîtraient aux fenêtres ou aux toits. On laissa les incendies allumés par la canonade s'étendre d'une maison à l'autre. A la mairie, les habitants d'une maison en flammes, venus demander du secours, s'entendirent répondre : « Qu'on la laisse brûler, on n'y a pas mis le feu pour l'éteindre ».

En donnant de telles consignes, le souci des chefs militaires était aussi d'éviter toute possibilité de fraternisation entre la troupe et la population ou les insurgés. Il y avait eu en effet avant l'éclatement de l'insurrection de tels épisodes de fraternisation ; les ouvriers s'en rappelaient et cherchèrent à renouer les liens. En commandant de tirer à vue, les chefs rendirent cela impossible.

Il fallut trois jours à la troupe pour reprendre, le samedi 12 avril, la Guillotière, Vaise et le quartier des Cordeliers. Les 13 et 14 avril, ce fut le tour de Fourvière, de Saint-Just et de Saint-Georges. La Croix-Rousse fut le dernier bastion des ouvriers ; il tint jusqu'au soir du 14 avril.

Malgré la supériorité numérique et matérielle, les militaires eurent du mal à l'emporter. Un bilan le montre : officiellement, l'insurrection de 1834 fit 131 morts parmi les militaires et 200 morts civils. Parmi ceux-ci, tous n'étaient pas des insurgés, mais souvent de simples passants. La seule commune de Vaise compta 49 morts, résultat du véritable massacre auquel se livra la troupe après avoir investi la ville.

Ces massacres eurent leur pendant au même moment à Paris. Dans la nuit du 13 au 14 avril, des manifestations républicaines y éclatèrent. Les troupes du général Bugeaud, sous les ordres de Thiers — déjà ministre de l'Intérieur de Louis-Philippe — perpétrèrent alors le fameux massacre de la rue Transnonain.

Le régime de Louis-Philippe s'était désormais consolidé. Mais c'était en faisant couler le sang ouvrier. Pour la première fois, la classe ouvrière s'était dressée, en tant que telle, les armes à la main, face à un régime qui s'affirmait au service exclusif de la bourgeoisie. Dès le premier éveil de leur conscience d'ouvriers, les canuts de Lyon durent ainsi faire l'expérience que la lutte pour leurs aspirations à la fraternité et à la justice impliquait une lutte pour leur propre pouvoir.

Marianne LAMIRAL

« La course aux étoiles »

de James Michener

James Michener, l'auteur de ces fresques historiques que sont *Colorado Saga* et *L'Alliance*, utilise dans *La course aux étoiles* le même procédé. Il s'agit cette fois d'évoquer sous forme romancée l'aventure spatiale américaine. Michener le fait à travers l'histoire de quatre familles américaines petites bourgeoises et bien typées, qui évoquent les principaux acteurs du programme spatial US. Il aborde ainsi en termes accessibles un certain nombre des problèmes techniques et scientifiques, mais aussi politiques et humains, que ce programme a posés.

Michener réussit ainsi à faire de cette saga de la conquête spatiale un livre passionnant, même s'il y a dans le détail bien des choses critiquables. Visant le best-seller, l'auteur évite soigneusement tout ce qui serait susceptible de froisser le lecteur américain, et ajoute tout ce qui pourrait lui plaire : un peu de religiosité, un peu de patriotisme, un zeste d'anticommu-

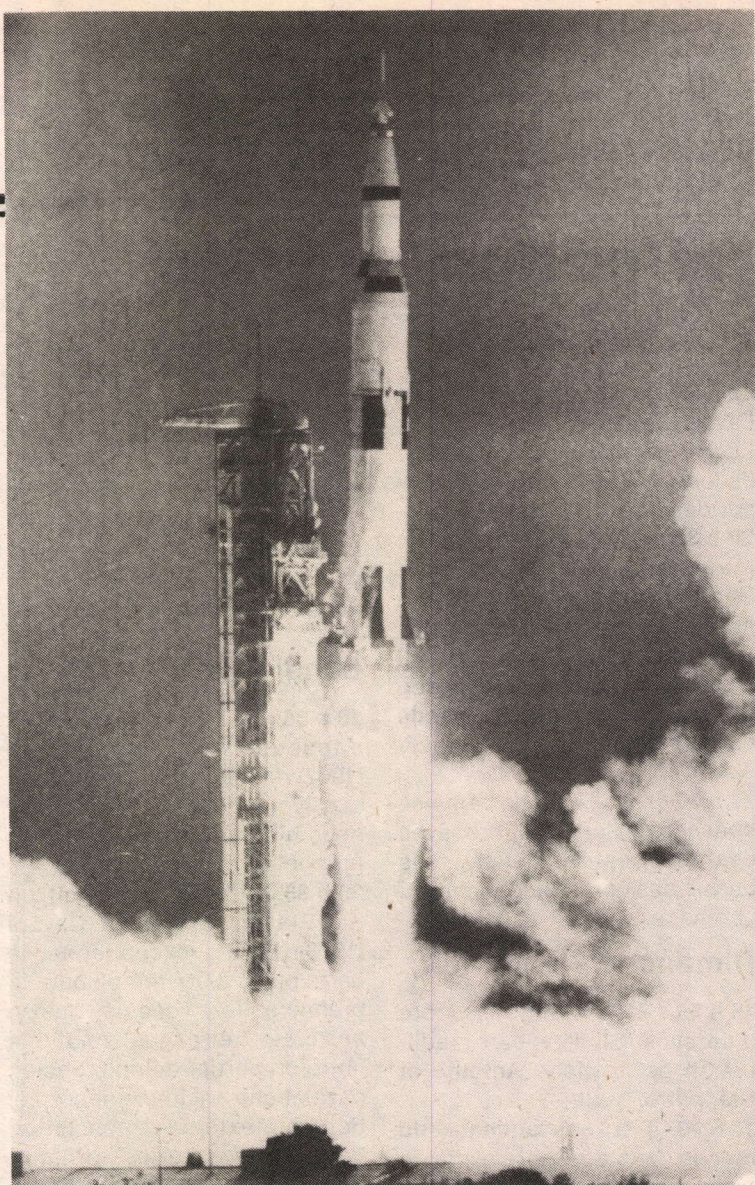
nisme, beaucoup de conformisme et une surdose de superlatifs pour les protagonistes du programme spatial, qualifiés « d'hommes remarquables », de « parfaits professionnels », « meilleurs spécialistes mondiaux », etc.

Les aspects politiques véritables du programme spatial américain ne sont évoqués que de loin. Michener laisse entendre ce fait bien évident que les choix de programme faits par les dirigeants américains n'avaient que peu de rapport avec l'intérêt scientifique. Le pari lunaire fait en 1962 par Kennedy avait principalement pour but de damer le pion à l'URSS qui venait, pour sa part, d'envoyer pour la première fois un homme dans l'espace. Il s'agissait d'une part de gagner la course au prestige, d'autre part de dominer toutes les techniques liées à l'espace... Après quoi une bonne partie des crédits ont été coupés à la NASA, et l'intérêt pour la conquête spatiale a notablement diminué.

Aujourd'hui, les subsides de l'Etat américain vont préférentiellement à des programmes d'armement, qui ne font d'ailleurs qu'appliquer à l'échelle industrielle les techniques mises au point lors de la « course aux étoiles ».

Sur ces points-là le livre de Michener, comme on peut s'y attendre, est très pudique. On voit bien comment la NASA a pu appuyer ses demandes de crédits auprès des sénateurs en leur concédant la construction d'usines dans leurs fiefs électoraux. Mais on voit très peu où passent les milliards de dollars dépensés par l'Etat américain dans le programme spatial. On apprend seulement entre les lignes que les grandes sociétés US, les Boeing, Mac Donnell-Douglas, Kodak, IBM ou autres ont été payées à des tarifs qu'elles fixaient elles-mêmes, et ont ainsi reçu une véritable manne de l'Etat.

On le voit, ce roman ne s'écarte guère de la légende de la conquête de l'espace.



Mais il reste que, sans être un ouvrage de vulgarisation scientifique, cette *Course aux étoiles* donne une idée assez complète des problèmes posés par la conquête de l'espace et présente sous une forme abordable pour tous bon nombre des

questions scientifiques liées à celle-ci. Et c'est loin d'être négligeable.

Joëlle GERARD

La course aux étoiles de James Michener. Ed. Mazarine. 748 pages. 99 F.

« Nottinghamshire »

d'Allan Sillitoe

Ce livre a été écrit en 1975 par l'auteur de *La solitude du coureur de fond* et de *Samedi soir, dimanche matin*. Son titre original était *Matières premières*.

Et, effectivement, il s'agit bien de l'exposé en vrac des « matières premières » qui ont été à la base des convictions, de la révolte et des incertitudes d'Allan Sillitoe.

Malheureusement, le manque de fil directeur fait qu'il est parfois bien difficile de s'y retrouver dans ces pages en partie autobiographiques. Et tout n'y est pas du même intérêt.

On retrouve néanmoins dans certaines pages le ton et l'intérêt des précédents romans de Sillitoe. En particulier, la description qu'il donne de la Première Guerre mondiale vue des tranchées tenues par les soldats britanniques dans le nord de la France (où plusieurs membres de sa famille furent envoyés) constitue un véritable réquisitoire contre le cynisme des dirigeants anglais et la barbarie de cette tuerie.

Sillitoe y montre comment des milliers de soldats perdirent la vie parfois uniquement pour satisfaire

l'ambition de généraux avides de gloire, ou comment d'autres fuyant la mort inévitable furent fauchés par des mitrailleurs anglais à qui on avait donné l'ordre de tirer sur quiconque reculait.

En même temps, Sillitoe décrit le climat de l'époque en Angleterre même, où les hommes valides se voyaient offrir une plume blanche en signe de courtoisie tandis que plusieurs centaines de milliers refusaient de partir à la boucherie et s'efforçaient d'échapper à la conscription.

En comparaison de ces pages où Sillitoe dénonce vigoureusement les tares et la barbarie du système capitaliste, la plus grande partie du livre où il décrit laborieusement ses incertitudes et ses difficultés d'écrivain 25 ans après la parution des romans qui l'ont fait connaître, paraît bien fade et peu convaincante. C'est pourquoi ceux qui ont lu et aimé les précédents romans de Sillitoe seront sans doute déçus.

Nelly MEYER

Nottinghamshire d'Allan Sillitoe. Ed. J.C. Lattès. 90 F.

« Les avenues de la République » Souvenirs de F.V. Raspail

par Yves Lemoine et Pierre Lenoël

En février 1848, à la tête de milliers de Parisiens en armes, François-Vincent Raspail forçait la main du gouvernement provisoire mis en place à la suite des soulèvements populaires contre Louis-Philippe et proclamait, des marches de l'Hôtel de Ville de Paris, la « République une et indivisible ».

Ce sont les « souvenirs » supposés de ce combattant de la République que les auteurs se sont efforcés de reconstituer dans *Les avenues de la République*.

Au fil des pages, on découvre le cheminement de ce jeune intellectuel, né d'un père non conformiste qui narguait volontiers la noblesse des premières années du XIX^e siècle. Passionné par les idées, Raspail découvrit la science de son époque et s'enflamma pour les horizons nouveaux qu'ouvraient les progrès de la chimie et de la médecine.

Ce fut cet enthousiasme scientifique qui fit de Raspail un républicain convaincu, parce qu'à ses yeux les injustices sociales étaient tout aussi contraires aux lois de la nature que l'était l'obscurantisme des Jésuites contre lequel il se battait à l'Université.

Combattant les régimes

corrompus qui se succédèrent de Louis-XVIII à Louis-Philippe, il fit de fréquents séjours dans les geôles royales. Il fut par la suite le représentant, au Parlement de la II^e République, des travailleurs lyonnais puis marseillais. Mais ses aspirations à la République sociale ne tardèrent pas à le ramener dans les prisons de cette République qu'il avait pourtant lui-même proclamée. Emprisonné puis exilé par Louis-Napoléon Bonaparte, il fut encore incarcéré en 1874, à l'âge de 80 ans, par la République qui avait massacré la Commune !

Non pas que Raspail ait été un révolutionnaire militant à la façon de son contemporain Blanqui. D'ailleurs son attitude passive devant la Commune de Paris, qu'il observa d'un regard sceptique, et dont il ne soutint les combattants que face à la terreur de la répression, le montre clairement. Mais l'honnêteté intellectuelle de Raspail, son refus des honneurs officiels par lesquels on tenta de l'acheter et son obstination à dénoncer les injustices lui valurent l'hostilité et souvent la répression des différents régimes qui se succédèrent.

Mais si ces « souvenirs » font une large place — de façon parfois un peu trop allusive pour qui ne connaît pas bien l'histoire de cette période — aux événements historiques auxquels Raspail fut mêlé, ils constituent également un recueil des observations de Raspail sur son temps telles qu'elles sont tirées des divers textes, notes et écrits qu'il a laissés. Depuis la description vivante des différents milieux qu'il fréquenta, jusqu'au récit des nombreux débats scientifiques auxquels il prit part, en passant par ses propres propositions en faveur d'une médecine et d'une hygiène sociales qui ne soient plus l'apanage des riches.

Bien qu'il soit parfois difficile de s'y retrouver dans le dédale des personnages et des situations, ces « souvenirs » fourmillent d'anecdotes et de portraits, souvent pleins d'humour, qui campent bien l'état d'esprit des contemporains de Raspail.

Jean-Jacques FRANQUIER

Les avenues de la République - Souvenirs de F.V. Raspail. de Yves Lemoine et Pierre Lenoël. Ed. Hachette. 379 pages. 98 F.

Sélection

Samedi 7 avril

17 h 55. A2. Les carnets de l'aventure, avec en particulier : Les puits des Incas, une équipe de jeunes à la recherche du trésor des Incas.

20 h 30. TF1. Julien Fontanes magistrat : Cousin Michel. Rediffusion d'un téléfilm dans le cadre d'une série d'émissions sur la délinquance. « Il n'est pas question de justifier, ni d'excuser, mais d'essayer de comprendre », explique le réalisateur.

22 h 10. TF1. Droit de réponse consacré à l'architecture, avec des vedettes du métier, mais aussi des professionnels au chômage.

Dimanche 8 avril

15 h 45. FR3. Dans le cadre d'un cycle Shakespeare, rediffusion de la pièce Antoine et Cléopâtre.

17 h 30. TF1. Les animaux du monde consacré cette semaine aux avatars des autruches trop convoitées pour leurs plumes...

18 h. A2. Dimanche plus : le continent Mad Max. Un reportage, paraît-il très bien fait, qui nous promène en Australie chez un ranchero, un pasteur, un facteur, une retraitée dans un coin perdu près d'une mine désaffectée et dans bien d'autres lieux...

20 h 35. TF1. Le crime de l'Orient-Express, film anglais de Sidney Lumet tiré d'un roman d'Agatha Christie, avec une brochette d'acteurs célèbres.

21 h 45. A2. Les eaux fertiles : un document de Frédéric Rossif sur l'eau, son rôle essentiel et les dangers de la pollution, avec en prime un de ces albums de belles images dont

Rossif a le secret.

22 h 30. FR3. La maison du Maltais. Film de Pierre Chenal (1938) avec Jouvet et Dalio. Un vagabond tombe amoureux d'une prostituée. Après lui avoir fait un enfant, ce qui est facile, il devient contrebandier, ce qui l'est moins. Résultat : les ennuis commencent...

Lundi 9 avril

20 h 35. TF1. Le prince et la danseuse. Film américain (1957) de Laurence Olivier avec Marilyn Monroe. La traditionnelle histoire d'un amour entre un noble et une danseuse.

20 h 35. FR3. Portier de nuit, un film italien de Liliana Cavani (1973). A titre exceptionnel le carré blanc a été rétabli pour la première fois depuis quinze ans. Les étranges relations entre un portier de nuit, ancien nazi, et une ancienne déportée. Sous prétexte de dénonciation des violences nazies, le film a tendance à transformer le spectateur en voyeur.

Mardi 10 avril

20 h 35. FR3. Le boucher, film de Claude Chabrol avec Jean Yanne. Une comédie de mœurs psychologique avec quelques cadavres en toile de fond.

20 h 40. A2. Hôtel des Amériques. Un film d'André Téchiné avec Catherine Deneuve et Patrick Dewaere. Les amours difficiles d'une infirmière et d'un marginal égoïste, jaloux et névrotique...

21 h 55. TF1. Vagabondages. Nougaro avec ses chansons nous fait découvrir sa ville natale, Toulouse.

22 h 30. La vie en face. Ce mois-ci : De Moïse à Golden-

berg avec un reportage sur la rue des Rosiers, qui nous montrera, paraît-il, comment vit et se défend contre le racisme la communauté juive qui y vit.

Mercredi 11 avril

22 h 25. TF1. L'histoire à la Une présente un film sur Mac Arthur qui sera suivi d'un débat sur l'armement atomique.

Jeudi 12 avril

20 h 35. FR3. Cinéma sans visa nous présente un film finlandais de 1974, La terre de nos ancêtres : les mœurs et la vie dans un village de Laponie en 1948, à travers les amours de la fille d'un bûcheron alcoolique. Le film est suivi d'un débat avec le réalisateur du film et des spécialistes de la Laponie.

20 h 35. A2. La saga du parrain, troisième épisode du feuilleton tiré des célèbres films de Coppola.

21 h 30. A2. Musiques au cœur. Eve Ruggieri a invité Luciano Pavarotti, surnommé « le roi du contre-ut », « le prince des ténors ».

Vendredi 13 avril

21 h 35. A2. Apostrophes. Consacré au cinéma avec comme invités : Roman Polanski, Marcello Mastroianni, François Truffaut, Suso Cecchi d'Amico.

21 h 45. TF1. Haroun Tazief à l'aide d'images choc et magnifiques nous parle de notre planète.

23 h. A2. La patrouille de l'aube de Howard Hawks (1930). Pendant la Première Guerre mondiale, la mauvaise qualité des avions provoque une hécatombe de pilotes ; l'un d'eux réagit...

« Le volcan » de Chow Siao-Ling

Chow Siao-Ling — Petit Jade — si elle est chinoise, a en fait bénéficié en France d'une enfance confortable dans un milieu aisé. En 1965, ayant envie de découvrir son pays d'origine, elle s'y rendit d'abord pour un séjour d'études de quelques mois. Elle n'était pas hostile à la Chine de Mao, elle qui se rappelle encore avoir vu dans ses premières années, avant 1947, « des milliers de mendiants en haillons demander l'aumône » et « des enfants squelettiques qui n'avaient rien à manger ». Lorsqu'on lui propose d'enseigner le français dans un institut supérieur, elle accepte. Et c'est ainsi qu'elle passa finalement en Chine douze ans, qu'elle s'y maria, et y vécut la « révolution culturelle » et un exil en pleine campagne où on l'envoya se « rééduquer » au contact des paysans.

Lorsque la « révolution culturelle » se déclenche — et elle nous montre que le mouvement est lancé d'en haut par des appels de la radio et des éditoriaux du Quotidien du Peuple — elle n'y est pas hostile. Et elle participe sans doute de bon cœur à ces manifestations où l'on agit en cadence le Petit livre rouge en scandant « longue vie au président Mao ». Comme beaucoup, elle y voit au départ la dénonciation par les étudiants de certaines injustices comme les privilèges de certains cadres. N'ont-ils pas quelquefois des appartements de six pièces dans cette Chine où l'on doit déjà s'estimer heureux d'avoir deux pièces et une cuisine pour deux familles ? Elle pense sincèrement que l'on va remédier à l'injustice qui fait que dans cette « Chine populaire » les enfants d'ouvriers ou de paysans ont rarement la possibilité d'accéder aux études. Elle participe à la rédaction des « dazibao », aux réunions interminables, à la lutte des « fractions ». Elle entre dans la

Garde rouge, espérant ainsi se faire pardonner le fait qu'elle est une « Chinoise d'outre-mer ». Mais elle perd bien vite ses illusions. Ce qu'elle voit dans le milieu qu'elle fréquente l'indigne. Elle décrit les sévices et les humiliations que subissent des maîtres jusque-là estimés et respectés et auxquels il n'y a rien à reprocher, sinon peut-être de vivre un peu mieux que les autres. Certains sont enfermés des mois dans un réduit obscur, d'autres présentés à des étudiants déchaînés et couverts de crachats, d'autres doivent rester des heures inclinés, debout sur un pied, pour confesser leurs fautes tandis que des individus sans scrupule profitent du mouvement pour remplacer les anciens cadres ou se livrer à des pillages sous prétexte de perquisitions pour confisquer les objets qui évoquent la culture occidentale.

Néanmoins elle accepte d'être renvoyée à la base et de partir dans un village retiré, lorsqu'on lui annonce en 1970 que l'Institut où on n'étudiait plus guère autre chose que « la pensée maodzédong » est carrément dissout. Elle vivra là plusieurs années dont elle rapporte des témoignages intéressants sur la vie des campagnes chinoises.

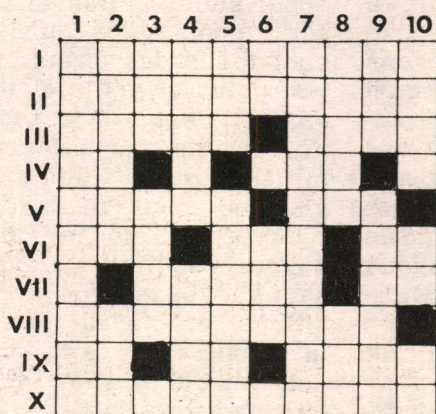
Chow Siao-Ling a bien du mal à se retrouver dans la complexité des situations qu'elle a connues.

Alors, il ne faut pas chercher dans ce livre une vision d'ensemble de ce qu'a été la révolution culturelle. C'est un témoignage limité qui permet d'en percevoir certains aspects. Et l'auteur a le mérite de ne pas tirer argument (comme tant d'autres le font) de son expérience pour glorifier le capitalisme des pays dits « démocratiques ».

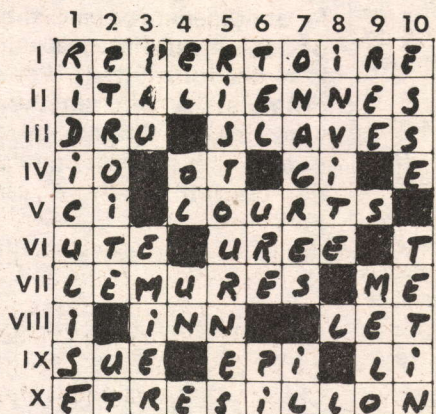
Alain LEMOINE

Le volcan de Chow Siao-Ling. Ed. Acropole. 89 F.

MOTS CROISÉS



Solution du n° précédent



HORIZONTALEMENT. — I. C'est un délit. II. A savoir par cœur. III. Fruit à noyau. Parfois bourrée. IV. Partie de gibus. Poisson d'eau douce. V. Dieu marin. Baie du Japon. VI. Epoque. Roue à gorge. Invite à partir. VII. Empereur romain. Article contracté. VIII. Qui ont beaucoup de grâce. IX. Conjonction. Sert à relier. Arme blanche. X. Il passe son temps à creuser la terre.

VERTICALEMENT. — 1. Ce n'est pas un murmure d'approbation. 2. Mettre des cercles à un tonneau. Dépôt. 3. Adverbe de lieu. Prénom masculin. 4. Nourriture. Ville de Hongrie au pied des Monts Matra. 5. Saison. Liste de fautes. 6. Note. Agent secret travesti. 7. Elles fréquentent certains cours. 8. Privilèges de l'Homme. Inflorescence. 9. Atome. Elargie. 10. Prince troyen de Virgile. De l'or. Fin d'infinif.



Intérieur de paysans chinois à l'époque de la révolution culturelle (UPI)

LIVRE

« La revanche de Guillaume Ismaël Dzewatama » de Mongo Beti

Ce nouveau roman de l'écrivain camerounais Mongo Beti est la suite d'un autre roman, *Les deux mères d'Ismaël Guillaume Dzewatama futur camionneur* paru il y a juste un an. Dans ce roman, il avait entrepris, au travers de l'histoire de Jean-François, devenu haut magistrat d'un Etat africain francophone, de régler son compte à une fraction d'intellectuels africains qui, après avoir fait leurs études en France, s'être mêlés de politique, s'être déclarés souvent démocrates, voire oppositionnels et prêts à lutter pour leur peuple, n'en finissaient pas moins par s'intégrer, sans trop de problème de conscience, aux appareils d'Etat des dictateurs, quand ils rentraient au pays.

Dans ce roman, Mongo Beti continue de dénoncer cet aspect des choses, mais c'est aussi le jeu des intérêts français, représentés par divers fonctionnaires « conseillers » et coopérants et les méthodes employées pour les défendre qu'il met sur le devant de la scène.

Le personnage principal est cette fois Marie-Pierre, la femme française que Jean-François a ramenée avec lui. Mais sa situation personnelle vient de basculer. Son mari, compromis dans une tentative de coup d'Etat, a été arrêté et elle découvre brutalement la fragilité des destinées quand on n'a plus l'appui du pouvoir. Elle se retrouve avec sa famille dans un bidonville. Et malgré les provocations, les pressions qu'on tente d'exercer sur elle, elle n'aspire qu'à une chose : sortir son mari de prison. C'est pour cela qu'elle

accepte de retourner en France car elle espère pouvoir mobiliser l'opinion sur son cas.

Auparavant, elle décide d'aller rendre visite à la mère de Jean-François et cela nous vaut un détour par le village africain où celui-ci passa son enfance. Un village dont Mongo Beti, sans complaisance, décrit l'ambiance et les traditions, bien corrompues par l'appât des bienfaits matériels qu'aurait pu lui procurer Jean-François s'il n'avait pas « trahi » les siens !

Le retour de Marie-Pierre en France, flanquée de Guillaume, le fils africain de Jean-François, est l'occasion pour Mongo Beti de nous faire découvrir les milieux de la petite bourgeoisie intellectuelle française qui se met au service de « causes » humanitaires... avec plus ou moins d'engagement, mais aussi de démystifier des organisations comme la section française d'Amnesty International dont quelques grands responsables ont bien du mal à dénoncer avec toute la force voulue les exactions et les abus de dictatures africaines « amies » et « protégées » par la France.

Un livre simple, direct, qui rappelle que les fonctionnaires français et les divers intellectuels qui prêtent la main à ces dictatures africaines et préservent des intérêts qui datent de l'ère coloniale, sont toujours là.

Anne GARBE

La revanche de Guillaume Ismaël Dzewatama de Mongo Beti. Ed. Buchet-Chastel. 75 F.

FILM

« Meurtre dans un jardin anglais » de Peter Greenaway

« Le contrat du dessinateur », tel est le sens originel du titre du film devenu sur les écrans français *Meurtre dans un jardin anglais*. Titre qui nous annonce un film policier ou tout au moins quelque chose qui y ressemble.

C'est effectivement un contrat curieux, et bien scabreux que conclut le dessinateur Neville avec une châtelaine en cette fin du XVII^e siècle. Neville, artiste renommé, consent en effet à exécuter douze dessins du château en douze jours pour huit livres sterling le dessin et sous condition que ladite châtelaine lui permette chaque jour « d'user de sa personne suivant son plaisir ». Contrat passé devant notaire.

Pourquoi la châtelaine tient-elle tellement à ces dessins ? Pourquoi le dessinateur ajoute-t-il, ici ou là, des objets égarés ? Ne seraient-ce pas les indices d'un meurtre ? Et le contrat lui-même n'a-t-il pas un objet que ne soupçonne pas le dessinateur ? Le spectateur est entraîné dans les méandres d'une affaire bien compliquée dont les subtilités, prévenons-le, risquent de le lasser un peu. S'il marche dans l'histoire, il cherchera à résoudre une énigme à la Agatha Christie, à la différence près qu'il n'y aura pas d'Hercule Poirot pour lui révéler le fin mot d'une histoire qui n'est qu'une parodie de film

policier.

Les habitants du château appartiennent à une noblesse décadente, grotesque à souhait. Leur morgue stupide s'oppose à la présomption du dessinateur qui cherche à faire

oublier sa situation roturière. Voilà qui donne l'occasion de répliques dont le venin est à peine masqué par le langage qu'imposent les convenances.

Un film étrange et déroutant.

Alain LEMOINE



Sélection cinéma Dans les salles parisiennes

Films récents...

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Gaumont-les-Halles 1^{er}. Berlitz 2^e. Gaumont Richelieu 2^e. Vendôme 2^e. Hautefeuille 6^e. Pagode 7^e. Colisée 8^e. Gaumont Champs-Élysées 8^e. 14 Juillet 11^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Kinopanorama 15^e. Gambetta 20^e.

RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5^e. Saint-Ambroise 11^e (horaires spéciaux).

LE BAL.

d'Ettore Scola.

Film de la pièce du Théâtre du Campagnol. Une façon pleine de vie et d'émotion de conter l'histoire au travers des bals populaires.

UGC Opéra 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Gaumont Ambassade 8^e. Sept Parnassiens 14^e.

LES CAVALIERS DE L'ORAGE.

de Gérard Verger.

De la Haute-Provence aux Dardanelles, entre 1914 et 1917. Des paysages splendides, des épisodes de guerre, l'impact de la révolution russe sur les soldats serbes, russes et français et l'itinéraire d'une jeune femme médecin qui choisit d'agir selon sa conscience.

Berlitz 2^e. Rotonde 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. Gaité Rochecouart 9^e. Gaumont Convention 15^e. Gambetta 20^e.

ET VOGUE LE NAVIRE.

de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914.

Studio de la Harpe 5^e (vo).

LOCAL HERO.

de Bill Forsyth avec Burt Lancaster.

Une fable pleine d'humour dans laquelle des hommes d'affaires américains se transforment peu à peu au contact des habitants d'un village écossais.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Quintette 5^e (vo). 14 Juillet Parnasse 6^e (vo). George V 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). Français 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e.

Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo).

POLAR.

de Jacques Bral.

Un petit détective privé propulsé dans une affaire qui le dépasse...

Rex 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e. Danton 6^e. Biarritz 8^e. UGC Gare de Lyon 12^e. Miramar 14^e. Olympic 14^e. 14 Juillet 15^e.

LE TEMPS SUSPENDU.

de Peter Gothar.

L'atmosphère étouffante de la Hongrie « normalisée » des années 1960 exprimée à travers la vie de jeunes qui rejettent confusément le monde qui les entoure sans avoir d'autre perspective que de se ranger à leur tour.

Reflét Quartier Latin 5^e (vo).

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1984 d'Alan Johnson : George V 8^e (vo).

Version 1942 d'Ernst Lubitsch : Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

LAISSE BETON.

de Serge Le Peron.

Deux mômes perdus dans le béton des banlieues parisiennes... Gaumont Richelieu 2^e.

Logos 5^e.

LES COPAINS D'ABORD.

de Lawrence Kasdan.

Les retrouvailles d'un groupe d'Américains, ex-contestataires opposés à la guerre du Vietnam.

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). UGC Opéra 2^e (vo). Odéon 6^e (vo). Rotonde 6^e (vo). UGC Champs-Élysées 8^e (vo). 14 Juillet 11^e (vo). Gaumont Sud 14^e.

... et moins récents

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage... Capri 2^e.

DIVORCE A L'ITALIENNE.

de Pietro Germi.

Les mille et un moyens pour supprimer sa femme. Très drôle. Olympic Luxembourg 6^e (vo).

TOOTSIE.

de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer bien des préjugés. Opéra Night 2^e.

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Logos 1 5^e (vo).

et 2 classiques d'Alfred Hitchcock :

FENÊTRE SUR COUR.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe des choses très curieuses chez ses voisins d'en face...

Movies les Halles 1^{er} (vo). Capri 2^e. St-Germain Village 5^e (vo). St-Michel 5^e (vo). Elysées Lincoln 8^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).

SUEURS FROIDES (Vertigo).

Un détective victime d'une machination.

Forum Cinéma Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Paramount Marivaux 2^e. Ciné Beaubourg-les-Halles 3^e (vo). Saint-Michel 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Montecarlo 8^e (vo). Paramount City Triomphe 8^e (vo). Action Lafayette 9^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Paramount Bastille 12^e. Paramount Galaxie 13^e. Paramount Montparnasse 14^e (vo et vf). Paramount Orléans 14^e. Convention Saint-Charles 15^e. Paramount Maillet 17^e. Clichy Pathé 18^e.

COUP D'ETAT EN GUINÉE :

La population n'a rien à attendre de ses nouveaux maîtres

Après 26 ans de pouvoir absolu, la mort de Sékou Touré laissait prévoir des problèmes de succession. Qui, parmi les dauphins possibles — et rivaux — allait l'emporter ?

Il n'y a pas eu à attendre longtemps la réponse. Mardi 3 avril, l'armée a mis tout le monde d'accord en mettant en prison tous les prétendants liés à l'ancien gouvernement et en assumant directement elle-même le pouvoir. La radio guinéenne a en effet annoncé qu'un comité de 18 officiers, représentant tous les secteurs de l'armée et des forces paramilitaires, allait dorénavant prendre le pays en mains. Et vu le calme avec lequel la population a accueilli la nouvelle, cela montrerait qu'il y a apparemment peu de monde pour prendre la défense des partisans de l'ancien président.

Car si, à l'extérieur de la Guinée, en Afrique même et dans d'autres pays, le régime de Sékou Touré avait pu garder un certain prestige à cause de la façon dont il s'était mis en place en 1958 (en disant « non » à la communauté française proposée par De Gaulle), la population guinéenne, elle,

était la mieux placée pour savoir ce qu'était en réalité cette dictature infâme qui emprisonnait ou liquidait les opposants et imposait sa violence à six millions de personnes.

Outre son intention de respecter les Droits de l'Homme et la liberté individuelle, — « *Nul ne sera jamais inquiété en Guinée pour ses idées* », a-t-il proclamé — le nouveau pouvoir s'est déclaré hostile à l'étatisme du passé et prêt à des réformes économiques qui devraient favoriser la libre entreprise et permettre à la Guinée de « *prendre un nouveau départ* ».

Hélas, sûrement pas pour aller très loin.

Il est très difficile de savoir ce qu'attendent réellement les paysans et les travailleurs guinéens. Sans doute une meilleure vie, de meilleurs salaires. Et si c'est le cas, ils seront déçus. Car la Guinée, comme les autres pays africains, fait partie des pays pauvres, quels que soient les sacrifices que puisse faire la population laborieuse. Comme dans tous les pays pauvres, avec la crise qui s'est accentuée, les magasins

y sont vides, la population démunie de tout. Même les plus indépendants sur le plan politique ne peuvent en réalité se défaire de la mainmise du grand capital occidental sur leur économie. Et les dirigeants africains les plus ouvertement pro-occidentaux, comme autrefois Tombalbaye au Tchad ou Bokassa en Centrafrique, n'ont pas, à ce qu'on sache, tellement apporté plus à leurs peuples.

Alors, certes, les militaires ont ouvert les prisons, notamment le sinistre camp Boïro, « l'Auschwitz guinéen » où, selon un ex-dirigeant qui y fut emprisonné à partir de 1982, les détenus sont dans un état si épouvantable « *qu'il mourait chaque jour au moins deux personnes* ». Ils ne pouvaient sans doute pas faire moins. Mais il n'est guère difficile de prévoir qu'à plus ou moins long terme, à cause des difficultés inévitables qui vont se dresser devant eux, ne serait-ce que pour contenir la dette extérieure qui se monte à plus d'un milliard de dollars, ils ne tarderont pas, pour pouvoir mieux pressurer la population et la museler, à les remplir à nouveau.

Anne GARBE

MAUROY : VRP de l'impérialisme français en tournée

Il paraît que Mauroy est rentré épuisé de son voyage en Afrique. Ce voyage avait quelques raisons de fond : régler le différend entre la France et le Gabon et aller voir sur le terrain la situation militaire au Tchad. Pour que les objectifs en question n'aient pas l'air trop directement intéressés, il avait ajouté des étapes supplémentaires en Guinée, pour mesurer les incertitudes politiques après la mort de Sékou Touré (à peine est-il passé que les militaires lui donnaient une réponse en faisant un coup d'Etat !), et une étape bouche-trou en Côte-d'Ivoire, avec rencontre du vieil allié de l'impérialisme français, Houphouët-Boigny.

Les gouvernants français font leur possible pour maintenir au « beau fixe » les relations avec le dictateur du Gabon, Bongo. D'après les calculs de

l'Expansion, en 1982, pour une aide de l'Etat français de 181,5 millions de francs, le Gabon a rapporté 2,3 milliards de francs aux industriels français. A la lecture de tels chiffres, on comprend mieux le sens d'une expression comme « *l'amitié éternelle* » dont a parlé Mauroy. On comprend aussi qu'il vaut mieux éviter les « *malentendus* ».

Eh bien, des malentendus, il n'y en a plus. Le courroux de Bongo à propos du livre *Affaires africaines*, publié en France et pas tendre pour lui, s'est envolé. Et puisqu'il souhaitait une centrale nucléaire, le gouvernement français a accédé à sa requête.

Oh, bien sûr, les experts français avaient bien constaté qu'une centrale nucléaire n'était pas des plus urgentes : elle produirait deux fois trop d'électricité et quatre fois plus

cher que dans les conditions actuelles. Mais Bongo y tenait pour des raisons de prestige. Et puis il a souligné que si les Français ne voulaient pas la lui vendre, d'autres étaient prêts à le faire, des Anglais, des Allemands de l'Ouest. Mauroy a craqué. Ce sera toujours cinq milliards de francs qui tomberont dans l'escarcelle des industriels français. Un officiel français a même eu le cynisme de commenter : « *Au moins, on ne pourra pas nous accuser d'avoir poussé le Gabon à se doter d'un équipement dont il n'a pas besoin* ». En attendant, Mauroy n'aura pas été trop dur à convaincre...

Au Tchad, Hissène Habré, lui, avait préparé une petite liste de matériel militaire dont il a besoin : autour de 100 millions de francs d'automitrailleuses et autres choses du même genre (le montant de

l'aide militaire française l'année dernière était de 40 millions de francs). Et comme Mauroy a déclaré que la solution du conflit dans lequel l'armée française est engagée auprès du gouvernement tchadien « *ne peut être que militaire* », il y a des chances qu'Hissène Habré obtienne satisfaction. Pour la forme, il devra patienter deux semaines

pour connaître la décision. En attendant, des conseillers militaires français vont être adjoints à l'état-major tchadien.

C'est en Afrique que l'impérialisme français a son terrain de chasse et qu'il fait ses profits. Cela mérite bien que le commis-voyageur Mauroy aille s'occuper sur place de l'intendance.

Jacques FONTENOY

Quand Bongo en fait une affaire

C'est en novembre dernier, lors de la parution du livre de Pierre Péan, *Affaires africaines*, qui décrivait en détail les relations particulières entre l'impérialisme français et le Gabon de Bongo, que celui-ci s'était manifesté violemment contre le gouvernement français, accusé de vouloir le « *déstabiliser* ». Un communiqué menaçant avait été alors publié : « *Le Gabon et ses institutions sauront le moment venu tirer les conclusions qui s'imposent sur tous les plans* ».

Pendant plusieurs semaines, les nouvelles de la vie politique, économique, sociale et même sportive en provenance de France avaient été systématiquement censurées.

Le gouvernement français était également accusé de faire le jeu du Mouvement de Redressement National (MORENA), un mouvement d'opposition au régime de Bongo.

C'est un fait que le gou-

vernement français n'a pas saisi le livre de Pierre Péan, comme Giscard l'avait fait dans le passé pour d'autres livres d'opposants africains, et comme la loi permet de le faire sous le motif d'« *offense à chef d'Etat étranger* ». Il est bien possible que la qualité de journaliste du *Canard Enchaîné* de Pierre Péan ait incité le gouvernement français à prendre cette précaution, pour ne pas déclencher un tollé chez les journalistes parisiens.

Mais évidemment, chez Bongo, ces considérations ne sont guère de mise. Qu'en dictateur qu'il est il n'ait pas compris toutes ces considérations tactiques, c'est possible. Ou, plus simplement, n'a-t-il pas trouvé là un prétexte en or pour faire monter les enchères et obtenir du gouvernement français ce qu'il souhaitait ? Apparemment, cette tactique a été payante.

V.F.



Pierre Mauroy arrive en jeep à la base tchadienne de Moussoro, lors de sa dernière tournée africaine. (AFP)